IRES
Institut de Recherches
Économiques et Sociales

RAPPORT D'ACTIVITÉ

20 mars 2025

# Centre Commun de Recherche
# Bilan 2024 & perspectives 2025

Version adoptée par l'Assemblée générale du 20 mars 2025



16, bd du Mont d'Est ▪ 93192 Noisy-le-Grand Cedex
Tél. : +33 (0)1 48 15 18 90 ▪ E-mail : contact@ires.fr ▪ www.ires.fr

SOMMAIRE

Introduction ..... 5
**Relations professionnelles et syndicalisme** ..... 9
Liste des études achevées ..... 11
Liste des études en cours ..... 11
Nouveaux projets ..... 12
**Travail et conditions de travail** ..... 23
Liste des études achevées ..... 25
Liste des études en cours ..... 25
Nouveaux projets ..... 26
**Emploi, chômage et politique d'emploi** ..... 33
Liste des études achevées ..... 35
Liste des études en cours ..... 35
Nouveau projet ..... 36
**Salaire, revenu et protection sociale** ..... 39
Liste des études achevées ..... 41
Liste des études en cours ..... 41
Nouveau projet ..... 42
**Transformations des systèmes productifs, macroéconomie** ..... 45
Liste des études achevées ..... 47
Liste des études en cours ..... 47
Nouveaux projets ..... 48
**Activités transversales** ..... 53
La Chronique internationale de l'Ires ..... 53
La Revue de l'Ires ..... 56
Éclairages & Documents de travail ..... 57
Séminaires internes de l'Ires ..... 58
Le Séminaire international de l'Ires ..... 59
Journées organisées par l'Ires ..... 60
Communication ..... 61
**Annexes** ..... 63

# Introduction

Le bilan et perspectives 2024-2025 présente des synthèses courtes par axe thématique accompagnée, dans un volume à part, d'une description précise des projets sous forme de fiches.[1] Ce second volume permettra aux spécialistes de bénéficier d'informations détaillées sur l'équipe responsable du projet et sur ses différentes dimensions : contenu, méthodologie, temporalité, valorisation, partenariats, et leur financement éventuel.[2] Pour mettre en avant les nouveautés de l'année 2025, les fiches des nouveaux projets sont présentes dans ce volume du rapport d'activité.

Cinq axes « principaux » permettent de répartir les différents projets et autres activités : (1) Relations professionnelles et syndicalisme ; (2) Travail et conditions de travail ; (3) Salaire, revenus et protection sociale (4) Emploi, chômage et politique d'emploi (4) Transformation du système productif et macroéconomie.

Ces thématiques ont leur cohérence, mais sont loin d'être cloisonnées. Certains projets traversent plusieurs domaines que ce soit de manière ponctuelle, une année donnée, ou pérenne. Ainsi, au-delà de l'axe même « Relations professionnelles et syndicalisme », les travaux de l'Ires portent une attention forte aux rôles des acteurs, en particulier ceux de la représentation des travailleurs. Cette attention se retrouve pratiquement dans tous les axes précédemment cités. Pour donner quelques exemples, la question des bas salaires renvoie aux questions de revenus pour les travailleurs ; elle interroge aussi la politique conventionnelle et son impact, le travail et les conditions de travail. Dans un autre domaine, la question du numérique est aussi abordée sous l'angle du dialogue social et pas uniquement sur celui de la transformation du système productif ; c'est aussi le cas concernant le travail et les conditions de travail ou même encore les transformations du système productif. Pour ne citer que quelques exemples.

L'autre dimension qui traverse les différents domaines et qui est caractéristique de travaux de l'Ires est l'approche internationale (cf. encadré). Cette dimension est évidemment d'abord portée par l'animation de la Chronique internationale et celle du Séminaire international qui réunit chercheurs et acteurs du monde du travail. Cette approche s'inscrit aussi dans de nombreux travaux de longue haleine. Ces travaux impliquent des partenariats internationaux réguliers notamment membres du réseau TURI (Trade Union Related Institutes).

Cette année, l'accent a encore porté sur la prise en charge de la question de l'impact de la double transition : transition numérique et transition environnementale. Si la première nourrit l'activité de l'Ires depuis plusieurs années (sur la question des plateformes ou des impacts de l'IA) ; la dernière est plus récente avec la publication en 2024 du numéro spécial de la Chronique « Les syndicats face aux défis environnementaux ». Plusieurs nouveaux projets creusent cette question. Ces transformations touchent à la fois les questions de dialogue social, mais aussi de transformation du système productif, de protection sociale et constitue un défi pour la représentation des travailleurs.

[1] Nota Bene : les fiches sont numérotées dans l'ordre de leur thématique pour les retrouver plus facilement : (R) Relations professionnelles et syndicalisme ; (T) Travail et conditions de travail ; (S) Salaire, revenus et protection sociale (E) Emploi, chômage et politique d'emploi (M) Transformation du système productif et macroéconomie

[2] Voir aussi le site de l'Ires https://ires.fr/projets/

L'autre dimension a souligné, liée à la fois aux évolutions démographiques, économiques et sociétales, est l'importance du « care » dans les travaux récents de l'Ires. Elle touche à la fois aux questions de protection sociale, de revenus (de bas salaire pour dire les choses) et des conditions de travail des personnes engagées dans ces activités.

Une dernière dimension transversale, qui apparait particulièrement renforcée cette année, est celle de la migration. Elle est portée par le numéro spécial de la Chronique internationale qui est consacrée à la migration temporaire de travail, ainsi qu'à différents travaux sectoriels sur le travail (dans le Care, le nettoyage) qui posent des questions multidimensionnelles : le travail, la précarité et de manière générale la représentation. Cette question n'est pas propre à la France comme en témoignent plusieurs articles de la Chronique internationale.

De nombreuses initiatives autour de « Que  sait-on du travail ?» ont permis de mettre en valeur les travaux menés par l'équipe IRES sur de nombreuses dimensions : négociation collective, conditions de travail, sens du travail, etc.

Le document est présenté de la façon suivante. Les cinq domaines sont présentés successivement, puis viennent les activités de publication, d'organisation de journées et de communications. Ces présentations, qui se veulent très synthétiques, renvoient à des fiches détaillées, en annexe.

**Encadré : Un axe transversal pérenne, une recherche ouverte à l'international**

Dès 1989, le programme scientifique à moyen terme de l'IRES soulignait l'importance de la méthode de la comparaison internationale en tant qu'approche essentielle pour la production scientifique de l'institut. Depuis, cette approche a été constamment mobilisée, produisant des résultats novateurs sur l'ensemble des domaines de recherche couverts par les chercheur·es de l'IRES. Pour se limiter aux dix dernières années, on peut citer le numéro spécial de la Revue de l'IRES paru à l'occasion des 30 ans de l'institut ; les travaux quantitatifs sur méthode de cas type et d'analyse économique statistique (sur les salaires, revenu minimum, [...]) ; les études sur les politiques familiales, les systèmes de retraite et de manière plus générale en lien avec la protection sociale ou encore sur les effets des politiques d'austérité. D'autres études ont porté sur la négociation des salaires en Europe et sur la décentralisation de la négociation collective. L'approche comparative a aussi été mise au bénéfice d'une recherche pluridisciplinaire sur le syndicalisme dans le secteur des plateformes en France et en Italie.

Le fait que ces comparaisons internationales reposent sur une pluralité de méthodes, à la fois quantitatifs et qualitatifs, participe au foisonnement et à la richesse des travaux de l'Institut.

Plus récemment, la comparaison internationale a permis d'éclairer les politiques sociales sur la monoparentalité (fiche S2), à travers un projet de recherche auquel a contribué A. Math. Un regard de recherche internationale y est mobilisé pour compléter la revue de littérature administrative et scientifique francophone portant sur la construction de la monoparentalité. La recherche sur les « régimes d'autonomie dans le soin de longue durée » à laquelle participent A. Trenta et V. Mellado combine une analyse comparée de l'action publique en matière d'accompagnement avec une analyse des débats et discours sociaux qui les alimentent (fiche S11). Un autre travail, mené par T. Coutrot, C. Perez et A. Parent-Thirion vise, à l'aide de l'enquête européenne sur les conditions de travail de 2022, à comparer le sens du travail entre pays et, au sein des pays, entre types de professions. Il se fonde sur la conceptualisation et les choix d'indicateurs statistiques déjà réalisés dans leurs travaux précédents, en les adaptant à la nature de l'enquête européenne (fiche T12).

Les relations professionnelles et le syndicalisme sont un autre domaine où la comparaison internationale a été historiquement mobilisée au sein de l'IRES. Ici y domine souvent une approche qualitative. L'étude concernant l'impact du Brexit sur les Comités d'entreprise européens (CEE), auquel participent A. Frisone, K. Guillas-Cavan et M. Kahmann, a une importante dimension comparative (fiche R7). Tout en ciblant un objet transnational, cette recherche se construit autour de l'analyse comparative de seize CEE choisis à partir d'une typologie d'impacts du Brexit et leur appartenance nationale (Allemagne, France, Royaume-Uni). Ce travail a vocation à se poursuivre.

La spécificité de l'IRES réside aussi dans la combinaison entre comparaison internationale et suivi de l'actualité socio- économique à l'international, une approche qui est à l'origine de l'une des deux publications phare de l'institut : la Chronique internationale de l'IRES. Publication unique en son genre, la Chronique internationale rassemble des contributions par pays et, notamment lors des numéros spéciaux, permet d'aboutir à des comparaisons internationales censées nourrir le débat syndical et académique sur des enjeux spécifiques. En 2024, le numéro spécial coordonné par A. Magnan et A. Math, a été consacré aux migrations temporaires (fiche E15) des phénomènes liés au syndicalisme tel qu'il s'exprime dans des pays étrangers. Une recherche historiographique menée de longue date par Anna Frisone (fiche E12), dédiée au chômage des femmes et comparant deux sites de luttes ouvrières emblématiques en France (Lip) et en Italie (FIAT), a donné lieu à une publication dans la revue *International Labor and Working Class History*. Deux projets de comparaison franco-allemande ont été d'ailleurs soumis à des organismes de financement de recherche. Le premier, soumis à la Fondation Hans Böckler, vise à analyser et à comparer les processus et déterminants de sélection des secrétaires de comité d'entreprise européen allemands et français dans le domaine d'IndustriAll Europe, avec une focale sur l'enjeu du genre (fiche R19). Un deuxième projet (fiche R12), soumis au programme DFG-ANR, analyse et compare les positions et pratiques des organisations patronales et syndicales en matière de migration de travail dans les deux pays.

Pour terminer, la comparaison internationale, ainsi que le regard que les chercheur·es de l'institut portent sur l'international, notamment au travers de leur implication dans la Chronique de l'IRES, bénéficient des collaborations avec d'autres instituts de recherche et de l'intégration de l'IRES à des réseaux de recherche internationaux (ETUI-TURI, ETUI-Worker Participation in Europe).

# Relations professionnelles et syndicalisme

Depuis les années 1980, les institutions, acteurs et normes des relations professionnelles ayant caractérisé le compromis social d'après-guerre ont fortement évolué sous la pression des politiques publiques néolibérales, la mondialisation de l'économie, la désintégration des entreprises et du changement technologique et social. Depuis sa création, l'IRES cherche à rendre compte de ces mutations, tout en travaillant plus globalement sur les pratiques et stratégies syndicales. Les activités des chercheurs et chercheuses en 2024 s'inscrivent pour la plupart dans la continuité des thématiques de recherche investies depuis longtemps par l'IRES, tout en variant les méthodes, les objets et les approches afin de rester au plus près des évolutions sociales et scientifiques. L'année 2024 est marquée par ailleurs par le départ d'un chercheur en relations professionnelles qui n'a pas encore été remplacé.

Les travaux menés par les chercheurs et chercheuses se regroupent autour de cinq thématiques principales.

Les travaux en matière ***négociation collective*** s'articulent autour de la sixième édition de l'enquête REPONSE de la DARES. Le projet DYCOBAR (R15) analyse la dynamique des négociations collectives d'entreprise sur les salaires et les conditions de travail au regard de leur articulation avec le droit conventionnel de branche. Il s'agit en particulier de réexaminer les évolutions à l'œuvre 6 ans après la dernière enquête REPONSE et la mise en œuvre des ordonnances Travail, dans le contexte de la crise sanitaire et de montée de l'inflation. Un deuxième projet (R16), également basé sur une analyse quantitative et qualitative de l'enquête REPONSE, vise à comprendre ce qui fait la « qualité » du dialogue social du point de vue de ses acteurs. Il s'agit d'analyser la négociation collective dans ses différentes dimensions (processus d'échange, conclusion d'un éventuel accord, mise en œuvre) afin d'appréhender la diversité des points de vue des parties prenantes.

Le ***dialogue social d'entreprise*** est abordé sous des angles divers. Un premier projet (R17), financé par la DARES, vise à comprendre la manière dont la modification du régime de représentation des salarié.es a fait évoluer le travail des élu.es au sein des CSE. Une entrée par les pratiques et les activités concrètes des élu.es (analyse des agendas, du temps de travail, etc.) permettra d'éclairer ces mécanismes. La recherche vise à comparer le travail des élu.es et le régime de représentation selon différentes configurations, en contrôlant la taille et le secteur. Un autre projet (R7), co-financé par l'ANR, s'interroge en perspective de comparaison internationale sur l'impact du Brexit sur les Comités européens allemands, britanniques et allemands. Le projet utilise le prisme de la théorie institutionnelle pour comprendre la manière dont les CEE sont transformés, maintenus ou abandonnés. Il observe des différences significatives dans ces résultats en fonction de la nationalité des entreprises multinationales observées.

Les stratégies syndicales de représentation des travailleurs et travailleuses sont abordées surtout sous l'angle de l'engagement et ses déterminants sociaux et institutionnels. Le projet SYNDOM (R8), mené dans le secteur de l'aide à domicile, révèle les difficultés d'attribuer des responsabilités aux directions des structures, notamment dans le secteur associatif où la présence de bénévoles au sein des conseils d'administration complique l'identification claire de l'employeur. L'agence d'objectifs CGT (T5) analyse la manière dont les "enquêtes syndicales sur le travail réel" sont déployées par les militant.es

syndicaux.les à différents niveaux de la structure syndicale (confédération, UD, fédérations) pour comprendre leur diversité et leur articulation avec les registres d'action plus traditionnels. Le projet (R19), soumis à la Fondation allemande Hans Böckler, vise à analyser et à comparer les processus et déterminants de sélection des secrétaires de comité d'entreprise européen allemands et français dans le domaine d'IndustriAll Europe, avec une focale sur l'enjeu du genre. Enfin un dernier projet (fiche R12), accepté en décembre 2024 par le programme franco-allemand DFG-ANR, analyse et compare les positions et pratiques des organisations patronales et syndicales en matière de migration de travail dans les deux pays.

Enfin, une recherche dédiée au chômage des femmes (E11) est valorisée dans un article concernant deux sites de luttes ouvrières emblématiques en France (Lip) et en Italie (FIAT).

La ***transition juste*** comme enjeu de la restructuration de l'appareil productif est analysée dans le cadre d'un projet soumis à l'ADEME (projet accepté, mais en attente de financement) (R20). Il identifie des mobilisations collectives de travailleurs et de travailleuses qui portent (ou ont porté) des revendications quant à la soutenabilité écologique de leur activité, que ces mobilisations aient abouti ou non.

Le projet, DIALIA (R9), coordonné par l'IRES, cofinancé par l'ANACT et piloté conjointement avec plusieurs organisations syndicales a déployé un cadre méthodologique pour faire du développement du dialogue social technologique au travail et de la déclinaison de l'accord cadre européen de 2020 sur la numérisation du travail (volet IA) un levier opérationnel de la transformation numérique. Le projet, qui s'est appuyé sur un large réseau de parties prenantes, a débouché sur un manifeste en faveur du dialogue social technologique et sur un référentiel méthodologique. Ces référentiels serviront aux militants syndicaux et outilleront les représentants des CSE pour mettre en œuvre un dialogue social sur les enjeux de l'IA. Une expérimentation de cette méthodologie sera poursuivie dans le cadre d'une agence d'objectifs de la CFE-CGC (fiche R10).

## Liste des études achevées

- [Fiche R2] Entreprise « éclatée » et périmètre de la représentation collective
- [Fiche R5] Évolution des CSE
- [Fiche R3] Articulation entre négociations de branche et d'entreprise
- [Fiche R9] DIALIA - Dialoguer sur l'IA
- [Fiche R21] La double transformation (écologique et numérique) des relations de travail en Allemagne

## Liste des études en cours

- [Fiche R7] L'impact du Brexit sur les Comités d'Entreprise Européens
- [Fiche R10] Le dialogue social, la nécessaire gouvernance ascendante de l'IA dans les entreprises
- [Fiche R13] Les transformations des relations d'emplois dans les fonctions publiques
- [Fiche R14] Dialogue social de branche : permanence, dynamique et articulation avec les autres niveaux de négociation. Une approche par données quantitatives

## Nouveaux projets

- [Fiche R12] Migrations du travail, acteurs sociaux

- [Fiche R15] La dynamique des négociations collectives sur les salaires et les conditions de travail : quelles évolutions et quelles articulations entre branche et entreprise après les ordonnances de 2017 ?

- [Fiche R16] Réponse-Qualité - Négocier, signer et mettre en œuvre de « bons » accords. Une analyse quantitative et qualitative de la négociation collective en entreprise

- [Fiche R17] Réponse-Elu IRP - Un nouveau régime de représentation des salarié.es ? Une approche par les pratiques des élu.es et les outils au sein des CSE

- [Fiche R18] SyndDom Engagement syndical dans le secteur de l'aide à domicile

- [Fiche R19] Une féminisation du dialogue social transnational ? Trajectoires militantes et sélection des secrétaires des comités d'entreprise européens en comparaison

- [Fiche R20] Mobilisations syndicales pour une reconversion collective, écologique, économique et sociale

| [Fiche R12] Migrations du travail, acteurs sociaux |
|---|
| **Objet :** Depuis une quinzaine d'années, les politiques publiques de migration internationale ont donné une place importante au « travail ». Tandis que les droits liés à la situation (famille, séjour, asyle, santé) des migrants tendent à s'affaiblir, il devient ainsi un vecteur principal de l'ex- et inclusion des nouveaux arrivants. Cette évolution interroge les positions et pratiques des organisations patronales et syndicales.<br>Projet soumis à la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) et l'ANR en mars 2024. |
| **Méthodologie :** Entretiens semi-directifs ; recueil de documents ; comparaison (internationale, entre type d'acteurs et branches) |
| **Mots clefs :** migration ; intégration; dialogue social; associations patronales; syndicats |
| **Coordination :** Marcus Kahmann (IRES) |
| **Membres de l'équipe du projet :** Francois-Xavier Devetter, Marcus Kahmann**,** Thomas Haipeter |
| **Financeur(s) :** ANR-DFG |
| **Partenaire(s) :** Université de Duisbourg-Essen ; Institut für Arbeit |
| **Valorisation de la recherche :** |
| **Rapport ou rapport intermédiaire :** |
| **Temporalité ou échéances :** Démarrage attendu début 2025 |
| **Axe du Programme de travail :** Relations professionnelles et mobilisations ; emploi, chômage et politiques d'emploi ; systèmes productifs et macroéconomie ; salaires, revenus et protection sociale |
| **Synthèse du projet :** |
| La mondialisation, le changement démographique, l'intégration européenne et l'intensification des mouvements migratoires ces dernières années ont conduit à une réévaluation du rapport entre migration et travail. Le travail rémunéré est de plus en plus considéré comme une condition centrale pour l'octroi du permis de séjour et l'acquisition de la nationalité. Cela s'accompagne d'une revalorisation des organisations patronales et syndicales en matière de politique migratoire qui, par leurs multiples possibilités d'intervention au niveau du système politique, de la négociation collective et dans l'entreprise, ont une influence décisive sur l'inclusion ou l'exclusion économique et sociale des travailleurs migrants.<br>Ce projet vise à analyser, dans une perspective comparative, les stratégies et les pratiques actuelles des organisations patronales et syndicales françaises et allemandes en matière de réglementation de la migration et d'intégration des travailleurs migrants par le travail et dans les syndicats. L'analyse fait la distinction entre trois niveaux de comparaison différents. La comparaison entre les acteurs sociaux et la comparaison entre les pays sont en outre complétées par une comparaison sectorielle de deux branches très différentes : l'industrie métallurgique et électrique d'une part et l'industrie du nettoyage des bâtiments d'autre part.<br>Ce projet examine comment et pourquoi les organisations patronales et syndicales agissent dans ce champ politique et dans ces dimensions comparatives. La question du « comment » vise à la fois les niveaux d'action respectifs et les répertoires et ressources d'action des fédérations ainsi que leurs intérêts, objectifs et stratégies. La question du « pourquoi » met l'accent sur les facteurs centraux qui expliquent les différences et les similitudes dans l'action collective. La comparaison des deux pays permet à la fois d'analyser les mécanismes causaux dans les stratégies et les pratiques des acteurs sociaux et de distinguer les facteurs spécifiques à chaque pays des facteurs transnationaux. Il en va de même pour la comparaison sectorielle. L'approche méthodologique est centrée sur l'exploitation du savoir organisationnel des acteurs sociaux par le biais d'interviews d'experts qui sont à la fois exploratoires et génératrices de théorie. Au total, environ 150 interviews seront réalisées aux différents niveaux des organisations syndicales et patronales concernées dans les deux pays. En complément, des documents seront intégrés dans l'analyse. L'exploitation des entretiens et des documents se fera à l'aide de la méthode de l'analyse de contenu qualitative. Les résultats sont d'abord résumés sous forme d'études de cas sectorielles pour chaque pays. Sur cette base, des études de cas d'acteurs sociaux et de pays sont élaborées, puis réunies dans une analyse comparative. |

**[Fiche R15] La dynamique des négociations collectives sur les salaires et les conditions de travail : quelles évolutions et quelles articulations entre branche et entreprise après les ordonnances de 2017 ? (Projet DYCOBAR)**

**Objet :** Ce projet vise à analyser en pratique la dynamique des négociations collectives d'entreprise sur les salaires et les conditions de travail, au regard de leur articulation avec le droit conventionnel de branche. Il s'agit en particulier de réexaminer les évolutions à l'œuvre 6 ans après la dernière enquête REPONSE (Relations professionnelles et négociation d'entreprise) et la mise en œuvre des ordonnances Travail, dans le contexte de la crise sanitaire et de montée de l'inflation qui a remis au cœur du débat social l'enjeu de la négociation de branche dans l'amélioration des conditions de travail et des salaires des salarié.es.

**Méthodologie :** Exploitation statistique de l'enquête REPONSE et enquête de terrains dans 5 secteurs : métallurgie ; propreté et services associés ; commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire ; laboratoires de biologie médicale ; bureaux d'études

Mots clefs : négociation collective de branche et d'entreprise, ordonnances Travail, salaires, conditions de travail

**Coordination :** Noélie Delahaie et Anne Fretel (LED, Univ. Paris 8 et IRES)

**Membres de l'équipe du projet et appartenances :** Lucas Fabre (ORSEU), Nicolas Farvaque (ORSEU), Djamel Messaoudi (ORSEU), Héloïse Petit (Cnam, Lirsa et CEET), Arnaud Wittmer (Université de Strasbourg, BETA) et Samuel Zarka (Centre d'économie de l'Université Paris Nord et CEET

**Financeur :** DARES

**Partenaires :** ORSEU, Cnam, CEET, Université de Strabourg

**Valorisation de la recherche :** Projet débuté en octobre 2024

**Rapport ou rapport intermédiaire :**

**Temporalité ou échéances :** 24 mois

**Axe du Programme de travail : R**elations professionnelles et syndicalisme

**Synthèse du projet :**

| **[Fiche R16 Reponse-Qualité] Négocier, signer et mettre en œuvre de « bons » accords. Une analyse quantitative et qualitative de la négociation collective en entreprise** |
|---|
| Ce projet vise à comprendre ce qui fait la « qualité » du dialogue social du point de vue de ses acteurs à partir d'une analyse quantitative et qualitative de la dernière enquête REPONSE. Il s'agit d'analyser la négociation collective dans ses différentes dimensions (processus d'échange, conclusion d'un éventuel accord, mise en œuvre) afin d'appréhender la diversité des points de vue des parties prenantes. |
| Méthodologie : Entretiens semi-directifs ; analyse quantitative ; analyse presse syndicale |
| Mots clefs : Relations professionnelles ; dialogue social ; temps de travail ; reconversion écologique |
| Coordination : Camille Dupuy (UVSQ, CEET-CNAM) et Pauline Grimaud (CEET-CNAM) |
| Membres de l'équipe du projet : Cristina Nizzoli (IRES), Camille Dupuy (UVSP, CEET-CNAM), Élodie Béthoux (ENS de Lyon), Pauline Grimaud (CEET-CNAM), Jean-Vincent Koster (Elabore), Alexis Louvion (Freeland et CEET-CNAM), Jules Simha (U. Paris Cité et CEET-CNAM), Nicolas Simonpoli (CEET-CNAM), Anaëlle Solnon (Elabore) |
| Partenaire(s) : Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET-CNAM), Elabore (cabinet d'étude de formation et de conseil aux salariés) |
| Valorisation de la recherche : // |
| Rapport ou rapport intermédiaire : // |
| Temporalité ou échéances : début septembre 2024 pour une durée de 24 mois |
| Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et syndicalisme |
| **Synthèse du projet :** |
| Les organisations syndicales comme patronales se font régulièrement l'écho d'accords d'entreprise qui seraient particulièrement notables en ce qu'ils seraient issus d'une délibération collective approfondie et produiraient des régulations nouvelles et favorables pour les salariés et/ou l'entreprise. Récemment, plusieurs accords ont été largement cités, que ce soit un accord sur l'adaptation au changement climatique signé dans une entreprise de fabrication de chaussures ou un accord sur la réduction du temps de travail et du nombre de jours travaillés (semaine de 32 heures en 4 jours) dans une entreprise d'informatique. En somme, certaines négociations collectives sont mises en avant pour leur « qualité ». Parfois, ces jugements favorables sont partagés par tous les acteurs : les salariés, les directions d'entreprise et leurs représentants et soutiens respectifs. Plus souvent, ils sont divergents voire contradictoires et l'objet de conflits entre ces acteurs. Au-delà des cas les plus médiatisés, il apparaît essentiel de comprendre ce qui fait la « qualité » du dialogue social du point de vue des acteurs. Ce projet de recherche entend se saisir de cette question à partir d'une analyse quantitative et qualitative de la dernière enquête REPONSE afin d'analyser la négociation collective dans ses différentes dimensions (processus d'échange, conclusion d'un éventuel accord, mise en œuvre) et la diversité des points de vue des parties prenantes. Cinq sont les thématiques retenues pour appréhender la « qualité » de la négociation collective dans ses différentes dimensions ; elle être regroupées en deux grands ensembles :<br>1) des thématiques « classiques » de la négociation collective : les salaires (dans le contexte des négociations récentes de fortes augmentations salariales), le temps de travail (dans le contexte des négociations récentes sur la réduction du temps de travail autour notamment de la semaine de 4 jours) et le droit syndical (dans le contexte de la promotion d'un « dialogue professionnel » à côté d'un « dialogue social »). Nous avons choisi de ne pas intégrer la thématique de l'égalité professionnelle qui a déjà fait l'objet d'une abondante littérature montrant la faible qualité de ces accords.<br>2) des thématiques « qualitatives » autour des reconversions individuelles et collectives autour de deux questions émergentes : la reconversion des élus et des mandatés (dans le contexte de limitation du nombre de mandats) ; la reconversion écologique en lien avec la décarbonation de l'économie (dans le contexte de négociations émergentes autour des enjeux environnementaux dans la suite de l'accord national interprofessionnel de juin 2023 sur la « transition sociale et écologique ») |

| **[Fiche R17] Réponse-Elu IRP - Un nouveau régime de représentation des salarié.es ? Une approche par les pratiques des élu.es et les outils au sein des CSE** |
|---|
| Ce projet vise à comprendre la manière dont la modification du régime de représentation des salarié.es a fait évoluer le travail des élu.es au sein des CSE. Une entrée par les pratiques et les activités concrètes des élu.es (analyse des agendas, du temps de travail, etc.) permettra d'éclairer ces mécanismes. La recherche vise à comparer le travail des élu.es et le régime de représentation selon différentes configurations, en contrôlant la taille et le secteur. |
| Méthodologie : Entretiens semi-directifs ; analyse presse syndicale ; analyse des agendas d'élu.es CSE |
| Mots clefs : Relations professionnelles ; IRP ; activité des élu.es |
| Coordination : Sophie Béroud (Triangle) et Nicolas Bouhdjar (Cedaet). |
| Membres : Anaïs Bonanno (Triangle), Saphia Doumenc (Ires), Claire Flécher (CMW), Willy Gibard (Triangle), Carole Giraudet (Cercrid), Mickaelle Lantin (Cedaet) et Martin Thibault (Gresco). |
| Financeur(s) : DARES |
| Partenaire(s) : Laboratoire Triangle ; Cedaet |
| Temporalité ou échéances : début septembre 2024 pour une durée de 24 mois |
| Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et syndicalisme |
| **Synthèse du projet :** |
| La mise en place des CSE se traduit-il par un surcroît de professionnalisation du côté des représentant.es des salarié.es ? Et que recouvre exactement cette professionnalisation ? Il s'agit de l'une des questions centrales auquel ce projet de recherche se propose de répondre en revisitant le travail des élu.es, six ans après la mise en place des CSE et en s'interrogeant plus largement sur les implications de la mise en place depuis les ordonnances Macron d'un nouveau régime de représentation dans les entreprises. L'idée est de mettre en œuvre les outils de la sociologie du travail pour saisir l'activité concrètes des élu.es, la façon dont celle-ci est reconfigurée par l'éloignement entre représentants et représentés qu'a renforcé la nouvelle instance, mais aussi la centralisation des décisions. Que font aujourd'hui concrètement les élu.es dans les CSE, que recouvre leur travail de représentation ? Il existe peu d'enquêtes sur l'activité des élu.es, encore moins, faute de recul, dans les CSE, à l'exception d'études ponctuelles sur l'activité des IRP pendant le plus fort de la crise sanitaire liée au Covid-19 et aux mesures de restriction associées. Cette recherche vise à combler ce manque par le recueil de matériaux originaux (entretiens semi-directifs avec les représentant.es du personnel et de la direction, recueil des agendas des élu.es, des observations ponctuelles d'activités d'élu.es). |

**[Fiche R18] SyndDom Engagement syndical dans le secteur de l'aide à domicile**

**Objet :** Cette recherche vise à comprendre les logiques de l'engagement syndical dans le secteur de l'aide à domicile.

**Méthodologie :** Entretiens semi-directifs et observations répétés. Analyse de documents syndicaux.

**Mots clefs :** Engagement syndical ; secteur de l'aide à domicile ; travail ; genre ; care

**Coordination :** Sophie Béroud et Saphia Doumenc

**Membres de l'équipe du projet :** Sophie Béroud (Lyon 2, Triangle) et Saphia Doumenc (IRES)

**Financeur(s) :**

**Partenaires** : IRES ; Laboratoire Triangle

**Valorisation de la recherche :** 2024 : « Collectifs de lutte et syndicats dans le secteur de l'aide à domicile : concurrence ou complémentarité ? », avec Sophie Béroud, Colloque « Questionnements croisés sur le renouveau syndical », Paris (Cnam), 14-15 novembre 2024

**Rapport ou rapport intermédiaire :**

**Temporalité ou échéances :** 2022-2024 – Une contribution à un ouvrage collectif (PUF) est en cours. Une contribution au n° 26 de la NRT « Le travail, espace du politique » est en cours de rédaction.

**Axe du Programme de travail :** Relations professionnelles et syndicalisme

**Synthèse du projet :**

Ce projet a souligné l'importance de la création d'espaces collectifs, qu'ils soient physiques ou virtuels (comme des pages Facebook ou des groupes WhatsApp), associés ou non aux syndicats. Ces espaces permettent de partager des expériences professionnelles, de renforcer le sentiment d'appartenance à un groupe de travail, et ce, avant même de formuler des revendications collectives.

Il révèle également les difficultés d'attribuer des responsabilités aux directions des structures, notamment dans le secteur associatif où la présence de bénévoles au sein des conseils d'administration complique l'identification claire de l'employeur. En conséquence, ce sont souvent les pouvoirs publics, en tant que principaux financeurs et organisateurs, qui sont sollicités. Les relations professionnelles dans ce secteur prennent ainsi une forme à la fois classique, avec l'amélioration des conventions collectives, et plus originale, impliquant également les pouvoirs publics. Plusieurs pistes de réflexion pourraient ainsi prolonger ces premiers résultats de la recherche.

| **[Fiche R19] Une féminisation du dialogue social transnational ? Trajectoires militantes et sélection des secrétaires des comités d'entreprise européens en comparaison** |
|---|
| **Objet :** Analyse comparative des processus et déterminants de sélection des secrétaires de comité d'entreprise européen allemands et français dans le domaine d'IndustriAll Europe, avec une focale sur l'enjeu du genre. |
| **Méthodologie :** Qualitative (études de cas, basées sur des entretiens biographiques et d'expert) et quantitative (construction d'une base de données sur les trajectoires des secrétaires de CEE dans le domaine d'IndustriAll Europe et analyse descriptive) |
| **Mots clefs :** Comité d'entreprise européen ; comparaison internationale ; genre ; trajectoires ; transnationalisme |
| **Coordination :** Anna FRISONE, Marcus KAHMANN |
| **Membres :** Anna FRISONE, Marcus KAHMANN (IRES) ; Sophie ROSENBOHM, Paul-Fiete KRAMER (Université de Duisbourg-Essen) |
| **Financeur** : Fondation Hans Böckler |
| **Partenaire :** Université de Duisbourg-Essen (IAQ) |
| **Valorisation de la recherche** : Articles scientifiques, publications pour le monde syndical, colloques académiques, ateliers avec les praticiens. |
| **Rapport ou rapport intermédiaire :** Rapport final juin 2028. |
| **Echéances :** Soumission préliminaire en octobre 2024. Si proposition retenue, projet à soumettre en mars 2025. Décision attendue fin 2025. Si positive, début du projet début 2026. Durée : 30 mois. |
| **Synthèse du projet :** |
| La promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes figure parmi les priorités de la Commission européenne. Les récentes directives sur la transparence des rémunérations et sur l'équilibre entre les hommes et les femmes dans les conseils d'administration des entreprises en témoignent. La révision de la directive 2009/38/CE sur les comités d'entreprise européens envoie également un message fort sur l'équilibre entre les hommes et les femmes.<br>Les syndicats sont amenés à réfléchir et à agir sur cette question.<br>Opérant dans les secteurs de la métallurgie, de la chimie et des technologies de l'information, IndustriAll est la fédération syndicale européenne qui accueille le plus grand nombre de CEE. En raison de la faible proportion de travailleuses dans son domaine, elle est particulièrement touchée par les mesures réglementaires visant à augmenter la proportion de femmes dans les CEE. Le projet relève ce défi en étudiant les mécanismes et les processus qui conduisent les représentants des travailleurs à assumer le rôle de secrétaire de CEE des entreprises multinationales dans le domaine d'IndustriAll Europe. Les observations d'une étude internationale en cours à laquelle participent Anna FRISONE et Marcus KAHMANN suggèrent une différence significative dans la présence des femmes parmi les secrétaires de CEE dans les deux pays les plus importants en termes de présence de CEE, l'Allemagne et la France. Dans les multinationales allemandes, la proportion de femmes présidentes de CEE est encore limitée. Le rôle du secrétaire de CEE est souvent couvert par le *Gesamtbetriebsrat* et est donc très intégré dans les processus nationaux de représentation des travailleurs au niveau de l'entreprise. En France, la présence des femmes semble plus forte qu'en Allemagne, mais aussi que dans d'autres instances de représentation. La recherche vise à étayer et à expliquer ces trajectoires d'accès au mandat de président de CEE propres à chaque pays (et potentiellement à chaque secteur) en fonction du genre. Les résultats de ce projet seront utiles aux syndicats dans leur quête d'une participation égalitaire aux organes de représentation des travailleurs. Il est scientifiquement innovant dans la mesure où il aborde la question de la représentation des travailleurs d'un point de vue du genre, en intégrant des analyses quantitatives et qualitatives, et en abordant la question de la représentation transnationale en relation avec les dynamiques et institutions nationales. |

| **[Fiche R20] Mobilisations syndicales pour une reconversion collective, écologique, économique et sociale** |
|---|
| Ce projet de recherche propose d'analyser des mobilisations collectives de travailleurs et de travailleuses qui portent (ou ont porté) des revendications quant à la soutenabilité écologique de leur activité, que ces mobilisations aient abouti ou non. |
| **Méthodologie** : Entretiens semi-directifs ; analyse de documents syndicaux, observation, enquête quantitative par questionnaire |
| **Mots clefs** : Transition écologique ; travail ; syndicalisme ; relations professionnelles ; genre |
| **Coordination** : Cristina Nizzoli (IRES) |
| **Membres de l'équipe du projet** : Cristina Nizzoli (IRES) ; Camille Dupuy (UVSQ) et Coralie Perez (Université Paris 1) |
| **Financeur** : ADEME (Agence de la transition écologique). Le projet est retenu et placé sur une liste principale pour un financement par l'ADEME, en 2025 sous réserve de disponibilité budgétaire. |
| **Partenaire** : collectif SSRE (pour une sécurité sociale de redirection écologique) |
| **Temporalité :** 24 mois. Début 2025 sous réserve de disponibilité budgétaire (ADEME) |
| **Axe du Programme de travail** : Relations professionnelles et syndicalisme |
| **Synthèse du projet :** |
| Ce projet de recherche propose d'analyser des mobilisations collectives de travailleurs et de travailleuses qui portent (ou ont porté) des revendications quant à la soutenabilité écologique de leur activité, que ces mobilisations aient abouti ou non. Ces mobilisations devront avoir une visée transformatrice des pratiques professionnelles, des procédés de fabrication voire de la finalité de l'activité productive dans le contexte de la transition écologique. Elles seront saisies à l'échelle territoriale, en lien avec le cas d'une entreprise ou d'un site de production. Pour saisir les dynamiques à l'œuvre lors de ces mobilisations, nous proposons d'identifier et d'analyser les facteurs favorables et les ressources (professionnelles, militantes, citoyennes, familiale, aides publiques…) activables par les salariés et leurs représentants pour porter des projets d'évolution (voire de redirection) de leur activité, qu'ils soient considérés comme une réussite ou un échec.<br><br>À travers une analyse du rôle joué par les travailleurs et par leurs représentants, le projet invite à sortir d'une lecture ancrée dans le dilemme entre sauvegarde de l'emploi et protection de l'environnement qui cantonne les syndicats et les travailleurs à un rôle au mieux passif et au pire d'opposition à ces projets. Cette recherche entend ainsi apporter une contribution originale à la compréhension d'un enjeu fondamental de la transition écologique : celui des conditions d'une gouvernance démocratique de la réorientation ou de la bifurcation économique et sociale nécessaire à la décarbonation de l'économie et à la protection de l'environnement. |

| **[Fiche R21] La double transformation (écologique et numérique) des relations de travail en Allemagne** |
|---|
| **Méthodologie :** analyse de documents ; suivi des publications scientifiques |
| **Mots clefs :** Transition écologique **;** économie des plateformes ; digitalisation ; Industrie 4.0 ; politique industrielle ; syndicalisme ; organisations patronales ; corporatisme |
| **Coordination :** Marcus Kahmann |
| **Membres de l'équipe du projet et appartenances :**<br>Marcus Kahmann |
| **Financeur(s) : -** |
| **Partenaire(s) : -** |
| **Valorisation de la recherche :**<br>Kahmann M (2024), « Le syndicalisme industriel allemand face aux politiques environnementales et climatiques », in R. Bécot et D. Chaurand, Syndicalisme et environnement ; à paraitre<br>Kahmann M. (2024) « Institutions et les acteurs du dialogue social en lien avec la transition écologique ». Intervention dans le cadre de la Session nationale de l'INTEFP : « Défis écologiques, numériques et recomposition des modes de production ».<br>Kahmann M. (2024), « Le syndicalisme allemand face à la transition écologique ; un tournant durable ? ». Intervention dans le cadre de la conférence « État des lieux et avenir des emplois verts », organisée à l'université d'Ottawa par le Trade Unions and Labor – Environmentalism Study Network (TULE). |
| **Rapport ou rapport intermédiaire :** |
| **Temporalité ou échéances :** |
| **Axe du Programme de travail :** Relations professionnelles et mobilisations |
| **Synthèse du projet :** |
| Le réchauffement climatique met l'industrie, secteur clef de l'économie allemande, devant des défis considérables. La Loi climat de 2021, adoptée sous la pression du mouvement social pour la protection du climat et de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, prescrit la neutralité carbone du secteur à l'horizon de 2045. Des centres de recherche comme l'Institut Wuppertal ont élaboré les conditions technologiques nécessaires pour l'atteindre. Elles comprennent la mise à disposition d'une énergie climatiquement neutre, l'augmentation de l'efficacité énergétique et la réduction de la consommation des matières primaires. Ces études estiment que la neutralité carbone est atteignable sur le plan technique, mais soulignent que la transition écologique nécessite des efforts autrement plus importants qu'à présent.<br>Les travailleurs et travailleuses du secteur sont fortement impactés par la transformation nécessaire des activités et des métiers industriels. La question de savoir comment organiser une transition d'une manière socialement juste se pose avec force. Des enquêtes confirment l'importance parmi les salariés allemands des craintes de déclassement social liées à l'avènement d'une « économie verte ». Tandis que trois quarts de salariés interrogés s'y disent préoccupés par le changement climatique et que deux tiers soutiennent l'idée qu'il faut « agir en urgence », une majorité s'attend à l'augmentation du coût de la vie, l'accroissement des inégalités et la baisse du niveau de vie. Ces craintes et réticences sont ancrées dans la réalité d'un marché de travail dualisé et amplifiées par la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation. A défaut d'être traitées, elles risquent d'être mobilisées par le contre-projet autoritaire, masculiniste et xénophobe qui prétend pouvoir préserver le mode de vie et de production existant. Des enquêtés sociologiques menées dans l'automobile montrent que ce conflit est déjà présent dans les collectifs de travail.<br>Ce contexte renouvelé est l'occasion de s'intéresser, depuis le cycle 2022-23 du Séminaire international de l'IRES au sujet de la transition écologique et le numéro spécial de la Chronique internationale de l'IRES de 2023, à l'évolution du positionnement des syndicats d'industrie allemands à l'égard des politiques environnementales et climatiques. Cette thématique s'inscrit dans un cycle de recherche antérieur qui s'est intéressé à l'évolution des politiques industrielles allemandes et des réponses syndicales face à la digitalisation des produits et procès industriels. |

## Articles

Chagny O., Blanc N. (2024), *"Social dialogue, the bottom-up governance of AI"*. in Artificial Intelligence, labour and Society, ETUI, Aida Ponce (ed.) https://www.etui.org/publications/artificial-intelligence-labour-and-society

Frisone A., *« We won't go back home ! » Women's experiences of deindustrialization and unemployment : a comparative perspective*, dans le dossier dirigé par Jackie Clarke After the Factory, « International Labor and Working-Class History », 15 January 2024.

Frisone A., *Exploitation des migrants saisonniers : maximisation des profits, politiques xénophobes et emprise criminelle*, numéro spécial de la Chronique International de l'IRES, décembre 2024.

Kahmann M (2024), « Le syndicalisme industriel allemand face aux politiques environnementales et climatiques », in R. Bécot et D. Chaurand, Syndicalisme et environnement ; à paraitre

Kahmann M. (2024), « Des dispositifs réglementaires dérogatoires sur un marché du travail polarisé », Chronique internationale de l'IRES, n° 188

## Autres documents :

Dial-IA: manifeste du projet Dial-IA : https://dialia.alwaysdata.net/

Dial-IA : webdocument du projet Dial-IA : https://dial-ia.fr/

# Travail et conditions de travail

La diminution du chômage tend à déplacer partiellement le regard : au-delà de la question du nombre d'emplois, les interrogations découlant de leur (non)qualité continuent à prendre de l'ampleur. Les enjeux de pénibilités, de temps de travail, de santé au travail ou encore de risques psycho-sociaux sont au cœur de nombreux débats, initiés notamment à la suite de la réforme des retraites. Plus encore, l'attention portée au travail intègre de manière croissante des dimensions qui semblaient partiellement cachées par l'accent mis sur l'emploi : l'organisation du travail, le rôle du collectif et les dimensions politiques du travail sont ainsi revenues en force. Le contexte des élections européennes puis législatives conduit également à ré-interroger les répercussions de l'organisation du travail. Plus largement c'est la question de la « valeur » du travail et la façon dont celle-ci est reconnue qui font l'objet de réflexions renouvelées : comment défendre le prix d'un travail de qualité si le travail est mal décompté ou si les compétences et qualifications ne sont pas reconnues ? Ces différents éléments s'inscrivent dans les recherches antérieures mais font aussi l'objet de nouveaux projets de recherche.

**Principales thématiques**

Les travaux réalisés en 2024 peuvent être regroupés autour de trois thématiques principales.

La première concerne ***les conditions de travail et les enjeux en termes de pénibilité ou de soutenabilité des emplois.*** C'est notamment le cas du projet sur la comparaison internationale des dispositifs de compensation et de prévention (T10). Cette perspective est également adoptée dans le cadre d'études portant sur des secteurs ou des groupes professionnels spécifiques notamment sur les métiers de l'agriculture, du soin, du nettoyage, de la petite enfance ou plus largement sous l'angle des métiers de la seconde ligne (fiches T2 ; T12 ; T7 et T6). Ces travaux visent à documenter plus en détails la réalité des expositions à des facteurs de pénibilité peu ou mal visibilisés. Le fait que nombre de ces métiers regroupent une part importante de travailleurs migrants ou soient très fortement féminisés alimentent également des mécanismes de non-reconnaissance des expositions ou de leurs conséquences sur la santé. C'est par exemple le cas de l'exposition des personnels de nettoyage aux produits chimiques : l'apparente banalité des produits et la fragilité de la main d'œuvre concernée (externalisée et perçue comme non qualifiée) se cumulent pour empêcher le développement de politiques de prévention et/ou de compensation adéquates (fiche T8).

La concentration sectorielle ou professionnelle des mauvaises conditions de travail se traduit également par une ***surexposition de certaines populations***. Les enjeux en termes de genre ou d'origine nationale sont ainsi un deuxième élément qui traverse les recherches menées en 2024. L'articulation entre travail du care et emploi féminin demeure une réalité incontournable qui participe à la situation particulièrement dégradée de ce segment du marché du travail en matière de conditions de travail et d'emploi (fiche S10). De même, la concentration de travailleurs migrants dans les secteurs de l'agriculture ou des services aux entreprises appelle à mener des études prenant en compte plus spécifiquement cette réalité. Ces questions ont été directement abordées dans le cadre du numéro spécial de la Chronique Internationale sur les travailleurs migrants temporaires : dans la plupart des pays présentés ces travailleurs sont très largement surreprésentés dans quelques secteurs (agriculture, construction, services aux entreprises) et subissent des conditions d'emploi particulièrement mauvaises

voire indignes. La façon dont ces secteurs sont devenus dépendants de ce type d'usage de la main d'œuvre est ainsi une question ouverte qu'il convient de prolonger. Un nouveau programme de recherche sur les trajectoires des migrants dans les emplois du nettoyage et des services à la personne se nourrit de ces interrogations (fiche T13).

Une troisième thématique porte enfin sur la ***dimension politique du travail et de son organisation***. A partir d'analyses statistiques, les liens entre comportement politique et conditions de travail (notamment le degré d'autonomie dont bénéficient les salariés) ont été mis en évidence. Plus largement c'est la dimension collective du travail qui a pu faire l'objet de recherches quantitatives et qualitatives nombreuses : la fragmentation de la communauté de travail apparaît ainsi toujours comme une menace à la qualité de l'emploi mais elle se répercute également bien au-delà en remettant en cause le sens que les salariés accordent à leur travail ainsi que la qualité du travail effectué. Ces questions ont été étudiés dans des contextes multiples mais qui ont mis en évidence des résultats très convergents : l'externalisation de l'entretien des collèges participent à l'éclatement de la communauté éducative tout comme la multiplication des statuts au sein des écoles primaires et maternelles ou encore dans le champ de l'aide à domicile (fiche T3). Ces approches empiriques ont permis de nourrir la réflexion sur le rôle de l'organisation du travail et l'importance des collectifs et des espaces de discussion sur le travail, illustrant au passage la perte qu'à constituer la disparition des CHSCT. Le travail est aussi au cœur de l'approche syndicale mobilisée par certaines organisations syndicales qui, par le biais des « enquêtes ou recherches-actions sur le travail réel » ont parfois réussi à innover leurs pratiques tout en impulsant des dynamiques de syndicalisation (fiche T5).

**Financements et valorisation**

Ces différents éléments ont fait (ou font toujours) l'objet de recherches financées par des partenaires multiples : des projets relevant de l'agence d'objectifs mais également financés par la Direction à l'animation de de la Recherche et des études statistiques du ministère du travail, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, l'Anses ou encore la DSED du ministère de l'intérieur.

Un important travail de valorisation et de diffusion a également été engagé notamment dans le cadre de la publication de l'ouvrage *Que sait-on du travail ?* coordonné par Bruno Palier et dans lequel six contributions ont été écrites par des chercheurs de l'IRES. Dans ce cadre de très nombreuses présentations et participations à des conférences ou des débats ont été organisés. De même les textes ont pu être diffusés sous divers formats complémentaires à l'ouvrage (Le Monde, La Vie des Idées par exemple). D'autres supports (publications scientifiques internationales, supports de l'IRES, voire infra) ont également permis de diffuser les travaux réalisés.

Au-delà des processus de publications, les questions posées par les conditions de travail et leur évolution ont commencé à être mises en débat dans le cadre d'un séminaire associant chercheurs et syndicalistes (fiche T9). Certains travaux ont d'ailleurs cherché à traiter non pas uniquement des constats mais à explorer également des pistes de transformations. C'est le cas de l'analyse des innovations organisationnelles construites sur des équipes plus autonomes dans l'aide à domicile (fiche T2), sur des pistes de revendications et de régulations renouvelées sur la gestion des temps de travail ou encore sur le rôle des enquêtes syndicales sur le travail (fiche T5).

## Liste des études achevées

- [Fiche T1] Conditions de travail et d'emploi des assistantes maternelles agréées

- [Fiche T3] Fragmentations du travail et de l'emploi dans les métiers du care : effets sur le sens au travail et le rapport au syndicalisme

## Liste des études en cours

- [Fiche T2] Stratégies Innovantes sur la Régulation du champ de la perte d'autonomie et les Conditions d'Emploi des salariés. (SIRCE)

- [Fiche T5] Les enquêtes syndicales CGT sur le travail réel : un bilan d'expériences

- [Fiche T6] Paroles de salariés de « la deuxième ligne » : enjeux de connaissance et de reconnaissance

- [Fiche T7] L'emploi dans les métiers de services perçus comme peu qualifiés : des temps de travail, des compétences et des conditions de travail non reconnues.

- [Fiche T8] EXAMEN : EXposition des Agents de MENage aux contaminants de l'air intérieur liés à leur pratique professionnelle

- [Fiche FT9] Séminaire syndical travail

- [Fiche T10] La pénibilité du travail : comparaison internationale des dispositifs de compensation et de prévention

- [Fiche T11] Études statistiques sur le sens du travail en Europe

- [Fiche T12] Agri-Dinamo De "nouveaux" types d'actifs agricoles, pour quels projets entrepreneuriaux et quelles formes d'organisation productive ?

## Nouveaux projets

- [Fiche T13] Un site, plusieurs entreprises : quels impacts de la sous-traitance sur site sur les relations professionnelles ?

- [Fiche T14] Emplois et trajectoires migratoires dans les métiers du particulier employeur et des services de nettoyage

| **[T 13] Un site, plusieurs entreprises : quels impacts de la sous-traitance sur site sur les relations professionnelles ? (Projet SITE)** |
|---|
| L'objectif de cette recherche est de questionner les effets produits par le développement d'une forme spécifique de sous-traitance : la sous-traitance sur site (ou sous-traitance interne). Cela fait référence aux situations où les salariés de l'entreprise preneuse d'ordre intervient sur le site de l'entreprise donneuse d'ordre, se retrouvant ainsi à partager le même espace de travail de salariés directement employés par le donneur d'ordre. . Il s'agira de mesurer et d'analyser les déterminants du recours à la sous-traitance sur site, de questionner les effets de celle-ci en termes de conditions de travail, d'accès aux dispositifs de prévention et de formation, de rémunération ou encore d'organisation du temps de travail et des dynamiques de constitution (ou absence) d'un collectif de travail relatif au site. |
| **Méthodologie** : Notre méthodologie s'appuie sur une démarche pluridisciplinaire : exploitation statistique de l'enquête REPONSE complétée par des monographies de terrain dans différents secteurs d'activité : le secteur du nettoyage, les industries de la viande et un terrain à définir à partir des enquêtes REPONSE et Conditions de travail. Pour chaque secteur, on prévoit 3 monographies : une d'une entreprise où la sous-traitance sur site date déjà de 2017, une l'ayant introduite récemment, une (terrain secondaire) ou il n'y a pas de sous-traitance. |
| **Mots clefs :** Sous-traitance / conditions de travail/ relations professionnelles |
| **Coordination** : François-Xavier Devetter (Université de Lille – Clersé, IRES) |
| **Membres de l'équipe du projet** : François-Xavier Devetter (Université de Lille – Clersé, IRES), Anna Frisone (IRES), Christèle Meilland (IRES), Corinne Perraudin (Université Paris 1 Sorbonne, CES), Nadine Thevenot (Université Paris 1 Sorbonne, CES), Julie valentin (Université Paris 1 Sorbonne, CES) |
| Financeur : DARES |
| Partenaires : Université Paris 1 Sorbonne, CES, Clersé, Université de Lille. |
| Valorisation de la recherche : Articles scientifiques et rapport final. |
| Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport final pour décembre 2026. |
| Temporalité ou échéances :<br><br>Début de la recherche : octobre 2024.<br><br>Durée : 24 mois |
| Axe du Programme de travail : Axe Travail |

**Synthèse du projet :**

Cette recherche vise à interroger les effets produits par le développement d'une forme spécifique de sous-traitance : la sous-traitance sur site (ou sous-traitance interne). Le choix de centrer l'analyse sur la sous-traitance sur site tente d'évaluer dans quelle mesure l'éclatement du collectif se maintient quand bien même les salariés partagent le même site de production. En effet dans ce cadre une forme, même affaiblie, de collectif est davantage susceptible d'apparaître mais cette proximité est également à même de générer des tensions accrues et des risques spécifiques dans l'exercice du travail liés aux situations de co-activité (risques d'interférence) nécessitant un besoin de coordination des activités et de la représentation professionnelle. De fait, le site occupe une place non seulement dans le vécu des salariés mais également comme un échelon important de la négociation collective, notamment en matière de conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.

Les logiques de sous-traitance produisent des effets, aujourd'hui bien établis (notamment sur la hiérarchisation des droits et des conditions de travail des salariés mais aussi sur la représentation formelle des salariés et le dialogue social), mais la situation spécifique de la sous-traitance interne semble constituer un cas heuristique en générant potentiellement ces mêmes effets alors même que les salariés partagent un même lieu de production ainsi que de nouveaux risques liés à la co-activité. Comment la proximité physique s'articule-t-elle avec l'éloignement juridique ? Les conséquences de la division formelle entre salariés relevant d'employeurs différents sont-elles renforcées ou atténuées par l'existence d'un rapport de proximité géographique ? La création d'une frontière juridique (par un donneur d'ordre) fait-elle disparaître ses responsabilités sociales (mais également environnementales) vis-à-vis des salariés externalisés ? Comment cette dilution de la responsabilité se traduit-elle entre entreprises (ou entre employeurs) mais également entre les salariés (et leurs représentants) des différentes structures ? Qu'en est-il de la prise en compte des problématiques santé et sécurité au travail des salariés « extérieurs » ? Enfin quels sont les dispositifs formels et informels qui permettent de limiter les effets de la sous-traitance ? Telles sont les différentes questions auxquelles cette recherche tentera de répondre.

| **[T 14] Emplois et trajectoires migratoires dans les métiers du particulier employeur et des services de nettoyage** |
|---|
| L'objectif principal de ce projet de recherche est d'étudier les articulations entre la trajectoire des migrants et l'occupation d'un emploi relevant du champ des « métiers du nettoyage » (employés de maison, agent d'entretien, aide à domicile). |
| **Méthodologie :** Il s'agit essentiellement d'une analyse quantitative à partir de plusieurs enquêtes de la statistique publique : le dispositif ELIPA mais également les enquêtes TEO, les enquêtes emploi et conditions de travail. Des entretiens semi-directifs sont également envisagés. |
| **Mots clefs :** Migration / conditions de travail/ rémunérations / intégration |
| **Coordination :** François-Xavier Devetter (Université de Lille – Clersé, IRES) |
| **Membres de l'équipe du projet et appartenances :** François-Xavier Devetter et Gaston Nkeshimana (Université de Lille – Clersé, IRES), Muriel Pucci et Julie valentin (Université Paris 1 Sorbonne, CES) |
| **Financeur(s) :** Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED) de la Direction générale des étrangers en France (DGEF) |
| **Partenaire(s) :** Université Paris 1 Sorbonne, CES, Clersé, Université de Lille. |
| **Valorisation de la recherche :** Articles scientifiques et rapport final. |
| **Rapport ou rapport intermédiaire :** Rapport final pour décembre 2026. |
| **Temporalité :** Début de la recherche : janvier 2025. Durée : 24 mois |
| **Axe du Programme de travail :** Axe Travail |
| **Synthèse du projet :** |
| Le programme de recherche se décompose en quatre étapes successives. La première étape consistera à étudier les caractéristiques des primo-arrivants occupant ces emplois et de les comparer d'une part aux autres primo-arrivants et d'autre part aux autres salariés occupant ces emplois tels qu'ils peuvent être observés dans l'Enquête Emploi ou l'Enquête Conditions de travail. La deuxième étape cherchera à analyser les conditions d'emplois déclarées dans ELIPA : temps de travail, rémunération, sentiment de déclassement, etc. La troisième étape visera à documenter les effets de l'occupation de ces emplois sur le parcours d'intégration : constituent-ils des portes d'entrée efficaces pour faciliter l'intégration des migrants sur le marché du travail français ? Enfin, dans une quatrième étape nous nous intéresserons plus spécifiquement à la dimension genrée de ces emplois et aux articulations entre le genre et les responsabilités parentales. |

## Publications

Burie, A., Devetter, F. X., & Valentin, J. (2024). Pourquoi former des «non-qualifiés»? Le cas des agents d'entretien et des aides à domicile. Formation emploi. Revue française de sciences sociales, (166), 45-67.

Devetter, F. X., & Valentin, J. (2024). Long day for few hours: impact of working time fragmentation on low wages in France. Cambridge Journal of Economics, 48(1), 89-114.

Devetter, F. X., Dussuet, A., & Puissant, E. (2024). Conditions de travail et conditions pour faire du «bon travail» dans le secteur social et médico-social. Vie sociale, 45(1), 117-131.

Jany-Catrice F., Fretel A.et Gardin L., « De quoi l'inflation d'évaluations dans les expérimentations « Territoire zéro chômeur » est-elle le nom ? », ***Revue Socio économie du travail***, 2023-2, n°14, p. 79-112 (HCERES C)

Devetter Fx et J. Valentin (2024) « Travailleurs du nettoyage », Les zones grises des relations de travail et d'emploi, Un dictionnaire sociologique Tome 2, Marie-Christine Bureau, Antonella Corsani, Olivier Giraud (directeurs). TESEO Presse.

Devetter, F. X., Dussuet, A., Nirello, L., & Puissant, E. (2024). Chapitre 11. Conditions de travail et professions dans le médico-social: la fin du care?. In Interroger le médico-social (pp. 289-313). Dunod.

Devetter FX (2024) « Les études sectorielles ou professionnelles. Quel intérêt pour analyser le travail? » pp.25-30 in Le travail et la société française 30 ans de recherche en sciences humaines et sociales, T. Berthet et D. Mercier (dir.), CNRS éditions

Devetter FX, M. Pucci, et J. Valentin (2024) Réduire les disparités et les couts pour les finances publiques : vers un secteur public du care, Revue de l'Ires, n°112-113, pp. 11-51

## Ouvrage

Join-Lambert O., *Les politiques sociales des administrations, de l'État au marché. Comparaison de la Poste et Royal Mail (1931-2022)*, Peter Lang (en cours, à paraître en 2025) (avec Romain Trichereau)

## Directions de numéros de revues

Join-Lambert O., « Pour une histoire de la protection sociale dans les fonctions publiques », *Revue d'histoire de la protection sociale,* n° 17, janvier 2025 (coordination et introduction avec Marie Cartier).

### Contributions à des ouvrages collectifs

Join-Lambert O., « Les institutions de la solidarité (mi XX$^{e}$ à nos jours) : de l'assistance à l'assurance », *in* Pierre-Cyrille Hautcoeur, Claire Lemercier (dir.), *Nouvelle histoire économique et sociale de la France*, Paris, Éditions Passés composés, avec Alain Chatriot (à paraître en 2025).

Join-Lambert O., « Histoire du travail public-privé », *in* T. Berthet, D. Mercier (dir.), *Les sciences humaines et sociales face au travail*, Paris, CNRS Editions, 2024.

Join-Lambert O., « La création du ministère du travail », *in* Alain Chatriot, Yves Struilhou, L*e travail par les textes,* Paris, Economica, janvier 2025.

### Rapports

Stratégies Innovantes sur la Régulation du champ de la perte d'autonomie et les conditions d'emploi des salariés, (co-direction Laura Nirello et FX Devetter), projet de rechercher CNSA / IRESP

Fragmentation du travail et de l'emploi dans les métiers du care : effets sur le sens au travail et le rapport au syndicalisme, rapport AO-UNSA, IRES (A. Trenta, S. Doumenc et FX Devetter)

Participation au rapport de l'Anses sur « Santé et conditions de travail des travailleurs du nettoyage ».

Promoting Decent Work Through Public Procurement in Cleaning & Private Security Services, Procurfair, country report (financement Commission Européenne) FX Devetter et J. Valentin

### Communications

C. Nizzoli, « (Dé)construction de la déqualification du travail dans l'aide à domicile », Journées internationales de sociologie du travail (JIST), 01 juillet 2024, Évry-Courcouronnes [com]

# Emploi, chômage et politique d'emploi

Une série de travaux, réalisés en 2024, a notamment été consacrée à l'analyse de pratiques innovantes et d'expérimentations visant à améliorer l'accompagnement des transitions professionnelles de salariés : nouvelles formes de participation mises en œuvre dans des structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) pour renforcer le pouvoir d'agir des salariés en insertion, expérimentation du CDD Tremplin (CDDT) dans les entreprises adaptées (EA) et création des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT), expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée » (TZC). Ces différents travaux se sont orientés de façon privilégiée vers l'analyse de l'articulation entre la mise en œuvre de la fonction d'accompagnement d'une part, et les formes de mobilisation de la main d'œuvre associées au modèle d'affaire de la structure employeur d'autre part – en y incluant des formes de participation des salariés à des instances statutaires, dans le cas l'IAE.

Dans tous les cas, il s'agit de saisir en quoi les trajectoires d'insertion peuvent être marquées par la façon dont se combinent concrètement la visée d'insertion et la visée productive, la construction de l'expérience, des pratiques de participation et la mobilisation du travail. Cela suppose de s'intéresser aux usages variés que les structures peuvent faire des ressources offertes par une expérimentation (CDDT dans les EA, salariés de l'entreprise à but d'emploi dans le cas de TZC), ou de dispositifs de participation innovants (IAE). Que révèlent ces différentes logiques d'usage du fonctionnement des structures concernées ? Par quelles pratiques professionnelles se traduisent-elles ? Les stratégies et modalités d'accompagnement sont-elles, par exemple, pleinement intégrées à une organisation de la structure, par ailleurs congrue à son modèle d'affaire ? Ou bien observe-t-on, à l'inverse, une juxtaposition entre « modèle productif » et accompagnement, juxtaposition contrainte par le modèle de revenu de la structure et par un calibrage étroit des « charges » d'accompagnement sur l'aide d'Etat (IAE, EA, EATT) ?

Les travaux d'évaluation relatifs aux expérimentations en EA montrent que la place conférée à l'expérience et à l'accompagnement diffère fortement dans l'une ou l'autre perspective, et cela n'est pas sans effet sur les parcours de transition des personnes concernées. Une hypothèse proche est explorée dans le cadre des travaux sur TZC. Du côté de l'IAE, la focale sur les modalités de participation des salariés vise également à analyser la façon dont celles-ci s'intègrent plus ou moins à la discipline de fonctionnement des structures, pour en identifier les effets potentiels pour renforcer le pouvoir d'agir des salariés en insertion.

Des travaux ont également été engagés sur les groupements d'employeurs (GE), dans le secteur agricole. Ces travaux s'intéressent aux tensions qui se manifestent, dans les logiques présidant à la constitution des GE puis dans leur gestion de l'emploi, en lien avec deux « orientations normatives » de la politique publique qui les concernent directement : la possibilité de recours aux exonérations de cotisations sociales patronales travailleurs occasionnels / demandeurs d'emploi (TODE), et la visée de sécurisation des parcours professionnels dont les GE étaient initialement porteurs. Les TODE constituent aujourd'hui un instrument clé des politiques publiques soutenant le recours à des salariés précaires dans l'agriculture. Ce secteur enregiste par ailleurs un mouvement massif d'externalisation de la main d'œuvre salariée précaire des exploitations agricoles vers les GE. Comment l'instrument des TODE a-t-il pris une telle importance dans le secteur agricole ? Comment a-t-il contribué à transformer le fonctionnement des groupements d'employeurs, initialement tournés vers le développement économique des entreprises et

la sécurisation des parcours professionnels, vers le recours massif au salariat précaire ? L'enquête, menée tant au plan statistique qu'au moyen de quelques entretiens qualitatifs, a mis en évidence cinq logiques distinctes de constitution d'un GE, propres au secteur agricole. Ce travail s'intéressera ensuite aux liens qui peuvent s'établir entre logique de création d'un GE, structuration de l'emploi au sein du GE et modalités de recours par les entreprises aux salariés du GE. Le rapport entre la flexibilité qu'offre aux entreprises le recours au GE et la flexibilité contractuelle des salariés du GE sera en particulier interrogé, mais aussi le lien entre niveaux de qualification et types d'emplois (précaire/permanent) proposés par les GE. Les premières investigations suggèrent également que le fonctionnement des GE et leur mode de gestion de l'emploi sont fortement liés à leur inscription territoriale, du fait des types de ressources auxquels leur environnement peut leur donner accès (emploi direct, prestations privées, travail informel).

Enfin, l'année 2024 a été marquée par la réalisation d'un numéro spécial de la *Chronique internationale* consacré aux modalités de recours à des travailleuses et travailleurs migrants temporaires, et plus précisément aux régimes ou statuts légaux organisant des migrations pendulaires de personnes étrangères autorisées à venir occuper un emploi pour une durée déterminée et prévoyant leur retour dans leur pays de résidence une fois la tâche accomplie. Onze articles consacrés à des situations nationales sont intégrés dans le numéro, qui proposent un examen approfondi de ces statuts, de leur mise en application et de leurs conséquences. Ces cas nationaux s'accompagnent d'un article présentant un cadre d'analyse plus large de cette forme d'importation de main d'œuvre, ainsi que d'un article transversal. Ce numéro spécial montre combien l'usage de ces statuts d'emploi a pour effet d'accroître la dépendance des travailleurs concernés vis-à-vis de l'employeur, et souligne les formes de vulnérabilité qui en découlent. Les stratégies de défense de ces travailleurs mises en œuvre par les organisations syndicales et par des ONG se heurtent à de nombreux obstacles, et ne parviennent pas, en particulier, à accéder au registre de la négociation collective.

Pour finir, plusieurs travaux ont donné lieu à des publications en 2014, dont les références figurent dans les fiches projet : les travaux sur l'impact de la crise sanitaire sur la perception des compétences et de la formation professionnelle des agents d'entretien et des aides à domicile ; le travail entamé en 2023 sur les dimensions de santé et de sécurité du travail salarié agricole, en lien avec leurs conditions de dénombrement par la statistique publique.

Plusieurs interventions et communications ont également été réalisées en 2024 sur les différents sujets régulièrement investis par l'équipe, qui sont également présentés dans les fiches détaillées.

## Liste des études achevées

- [Fiche E1] L'impact de la crise sanitaire sur la perception des compétences et la formation professionnelle des agents d'entretien et des aides à domicile

- [Fiche E2] Le développement du salariat précaire dans l'agriculture française : une approche d'économie institutionnelle

- [Fiche E12] « Nous ne retournerons pas chez nous ! » Désindustrialisation et chômage des travailleuses en France et en Italie : les cas de Lip et FIAT

## Liste des études en cours

- [Fiche E3] Parcours des salarié·es de l'Insertion par l'activité économique. De l'accompagnement à la (non) participation

- [Fiche E4] L'accompagnement expérientiel

- [Fiche E5] Apprentissages situationnels et expérience dans l'accompagnement à la création d'entreprise

- [Fiche E6] Evaluation des expérimentations relatives aux Entreprises adaptées

- [Fiche E7] Fondements et ressorts des pratiques de médiation active

- [Fiche E8] Pratiques et stratégies de revitalisation des territoires. Analyse de la mise en œuvre de l'obligation de revitalisation des bassins d'emploi

- [Fiche E9] Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ? Une étude de cas sur les groupements d'employeurs

- [Fiche E11] Quel potentiel d'innovation de TZC dans le champ des politiques d'emploi

- [Fiche E13] Méthodes et démarches d'évaluation

## Nouveau projet

| **[Fiche E15] Recours aux statuts légaux de travailleuses et travailleurs migrants temporaires et conséquences pour les normes sociales** |
|---|
| **Objet :** réalisation du numéro spécial de la chronique international sur le recours aux travailleuses et travailleurs migrants temporaires |
| **Méthodologie :** recherche bibliographique, exploration de données, discussions collectives en vue de la réalisation d'une note de problématique et d'un canevas, puis discussions collectives des analyses nationales |
| **Mots clefs :** emploi, politique d'immigration, travailleurs étrangers, travailleurs saisonniers, travailleurs détachés, migration temporaire, conditions de travail, exploitation, dumping social, comparaison internationale |
| **Coordination :** Axel Magnan et Antoine Math (IRES) |
| **Membres de l'équipe du projet :** ensemble de l'équipe de l'IRES, ainsi que Blandine Emilien (École de commerce, Université de Bristol, Canada), Patrice Jalette (École de relations industrielles, Université de Montréal), Sid Ahmed Soussi (Université du Québec à Montréal) |
| **Financeur(s) :** IRES |
| **Valorisation de la recherche :** *Chronique internationale de l'IRES* n°188, à paraître en janvier 2025 [art] |
| **Rapport ou rapport intermédiaire :** |
| ***Temporalité ou échéances :*** avril 2024 - décembre 2024 |
| ***Axe du Programme de travail :*** *Emploi (principalement)* |
| **Synthèse du projet** |
| |

## Articles parus

- Par les chercheurs de l'Ires :

Lécole P., Gazo C., Magnan A., Pauly O., Purseigle F., Nguyen G., Une agriculture encore plus éclatée ? Etude de la relation entre diversité des structures d'exploitation, des profils et des projets d'installation, Colloque de la SFER, 5-6 décembre 2024, Reims

Laurent, C. et Magnan, A. (2024), Entre dérive institutionnelle et construction d'ignorance : les méandres du dénombrement des personnes travaillant dans l'agriculture française et potentiellement exposées aux pesticides *in* Candeau J., Lambert E. et Goutille F. (coord.), Activités et Exposition aux Pesticides, Octarès, Paris

Magnan A. (2024), Mécanismes du recours croissant au salariat précaire agricole : une analyse à partir du cas français., Colloque 2024 du CRIMT, Montréal, 24 octobre 2024

Magnan, A. (2024). Analyse économique et sociologique du travail saisonnier dans le domaine agricole. Présentation à la CNMST, Montpellier, 7 juin 2024

Magnan, A. (2024). Groupements d'employeurs agricoles et TO/DE : Une sous-traitance de l'emploi vecteur de précarisation ?, Communication à la Société Française d'économie rurale (SFER), 5-6 décembre 2024, Reims, [com]

Magnan A. et Math A. (2024), Des régimes organisés de migration temporaire contre les normes sociales, Chronique Internationale de l'Ires, 188, Décembre 2024, Paris

# Salaire, revenu et protection sociale

Cet axe a pour objet d'éclairer des questions autour de la formation et de la répartition des revenus, entendus au sens le plus large. Le premier élément porte sur la formation des revenus primaires, des salaires et des autres formes de rémunération.

Une analyse a été publiée dans un *Eclairage* de l'IRES sur les conséquences d'une hausse du Smic de 15 % sur les coûts salariaux des entreprises. Si les effets immédiats d'une hausse du Smic conduisent à une hausse du coût salarial pour les très bas salaires (inférieurs à 1,1 Smic), ils s'accompagnent aussi, en raison de la progressivité des cotisations sociales patronales (liée aux exonérations), d'une baisse des coûts salariaux pour une majorité des salariés. D'un point de vue macroéconomique, une hausse du salaire minimum se traduit par une légère baisse du coût moyen de la main-d'œuvre. Des simulations sur quelques cas types de micro-entreprises (moins de 10 salariés) montrent en outre que l'impact sur la masse salariale de ces entreprises reste faible.

Un rapport sur les politiques d'exonération sur les bas salaires, réalisé dans le cadre d'une AO CFDT, a été achevé et valorisé au cours de l'année (fiche S1). Ce rapport présente des éléments de cadrage de la politique d'exonération sur les bas salaires et établit un état des savoirs sur les effets de ces politiques. Les usages des exonérations bas salaire apparaissent variés et entraînent des conséquences sur les salaires qui peuvent être eux-mêmes hétérogènes. Les entreprises qui bénéficient des cotisations ne sont pas forcément celles qui profitent de la « manne financière » associée, celle-ci pouvant être transférée en partie ou en totalité à d'autres entreprises, ce qui pose la question de savoir à qui « profitent » ces exonérations ? Ce rapport a donné lieu à de multiples valorisations au cours de l'année, notamment une contribution du rapport Bozio-Wasmer remis au premier ministre à l'été 2024 et une Conférence débat de l'Ires avec les acteurs du monde du travail en décembre.

Les travaux de l'IRES sur les pratiques salariales d'entreprise en France ont montré les limites du développement de l'épargne salariale, mise en avant comme solution pour répondre au retour de l'inflation. En 2025, un nouveau projet , dans le cadre d'une Agence d'objectif FO, sera amorcé sur la question. Il reposera sur une analyse qualitative et quantitative visant à comprendre les dynamiques et les enjeux de négociation collective sur l'épargne salariale (voir fiche S13).

Fin 2024, deux nouveaux projets de recherche ont été amorcés autour des enjeux et des effets des réformes institutionnelles sur la négociation collective au niveau de l'entreprise et sur la régulation salariale de branche. Le premier repose sur une approche par données quantitatives sur la dynamique des négociations collectives de branche et d'entreprise, avec un volet sur le rôle de ces négociations dans la dynamique des rémunérations, salaire, compléments de salaire et épargne salariale (fiche #). Le second projet, mené dans le cadre d'une réponse à un appel à projets de la Dares sur la réalisation de post-enquêtes à l'enquête REPONSE 2023 (Relations professionnelles et négociations d'entreprise), vise à analyser la dynamique des négociations collectives d'entreprise sur les salaires et les conditions de travail, au regard de leur articulation avec le droit conventionnel de branche. Il s'agira en particulier de réexaminer les évolutions à l'œuvre six ans après la dernière enquête REPONSE et la mise en œuvre des ordonnances Travail, dans le contexte de répercussions de la crise sanitaire et de la montée de l'inflation qui a remis au cœur du débat social l'enjeu de la négociation de branche dans l'amélioration des conditions de travail et des salaires des salarié.es (fiche R15).

Le deuxième élément de l'axe porte sur la « redistribution », ou plus précisément les évolutions de la protection sociale et, d'une manière plus générale, de l'ensemble des politiques sociales de transferts sociaux et fiscaux, en espèces ou en nature. Sont également intégrés les effets combinés des deux premiers éléments - formation des revenus primaires et redistribution – sur l'évolution des revenus disponibles et plus largement des moyens d'existence des ménages.

Un numéro spécial de la *Revue de l'IRES* « Financement de la protection sociale : sens et usages de la contributivité » a été réalisé, notamment à partir d'un rapport réalisé pour l'Agence d'objectif CFE-CGC. Les huit contributions de ce numéro apportent des éclairages et des éléments de discussion autour de la notion de contributivité en appuyant les analyses sur l'histoire de la construction des différentes prises en charge des risques sociaux (voir fiche S5).
Plusieurs projets portent sur des questions autour de la prise en charge des soins de longue durée.
L'IRES a notamment achevé en octobre 2024 un travail pour la CNAF sur la rémunération des proches aidants et la conciliation entre activité d'aide, vie personnelle et vie professionnelle (fiche S11). Il compare les caractéristiques sociales des aidants rémunérés pour l'aide consentie à un proche avec celles de la population globale des aidants et analyse les relations entre la rémunération, l'implication dans l'aide et l'articulation des temps sociaux. Les aidants rémunérés se distinguent par une féminisation accrue, des âges plus bas, un statut marital plus fragilisé et une appartenance plus courante à une famille nombreuse. Concernant l'implication dans l'aide, les aidants rémunérés vivent plus souvent dans le même logement ou à proximité de leur proche, ont une plus longue ancienneté dans l'aide, interviennent plus fréquemment au cours de la semaine, comptent moins sur une intervention régulière des services d'aide à domicile et participent plus souvent à différents types d'aide, particulièrement les actes intimes et la surveillance de jour comme de nuit. Les aidants rémunérés expriment aussi un vécu plus négatif où dominent les sentiments de faire des sacrifices et de ne pas avoir de temps pour soi ou pour les autres membres de la famille. Les montants des rémunérations apparaissent relativement faibles au regard de la diversité et de l'intensité du travail de *care*, d'autant que les aidants rémunérés participent plus souvent que les non rémunérés aux aides financières (paiement du loyer, don d'argent) et contribuent ainsi à la circulation de l'argent au sein des familles. En termes d'articulation avec la vie professionnelle, les aidants rémunérés décrivent des trajectoires davantage marquées par la précarité et la discontinuité de l'emploi que l'ensemble des aidants. D'une part, les personnes sans diplôme y sont surreprésentées et constituent près du tiers des effectifs. D'autre part, les aidants rémunérés déclarent plus fréquemment n'avoir jamais travaillé et être parents au foyer. Enfin, plus de la moitié des aidants rémunérés en emploi travaillent à temps partiel.
L'IRES va poursuivre en 2025 deux autres projets sur la prise en charge des soins de longue durée. Dans le premier, l'IRES organise et contribue, pour la partie française, à un projet international incluant également le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada et le Japon (projet AURELIA, fiche S11). Des enquêtes ont déjà été effectuées auprès des acteurs publics et privés chargés de la conception et de la mise en œuvre des politiques dites d'autonomie. Ce volet va être complété en 2025 par des enquêtes au sein des domiciles des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie.
L'IRES participe également au projet Trajex (CNSA) qui vise à analyser l'élaboration, la mise en œuvre et la réception des politiques de soins de longue durée à domicile (fiche 10). La recherche s'appuie sur des enquêtes au sein des domiciles et des entretiens auprès de personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie, de leurs proches aidants et des professionnels qui les accompagnent au quotidien.

## Liste des études achevées

- [Fiche S1] Politiques d'exonération sur les bas salaires : usages et effets potentiels
- [Fiche S2] Idées reçues sur les familles monoparentales
- [Fiche S5] Le financement de la protection sociale et la notion de contributivité (retraites, assurance chômage, prestations familiales)
- [Fiche S12] Les effets de la rémunération des proches aidants sur la conciliation entre activité d'aide, vie personnelle et vie professionnelle
- [Fiche S6] Investir dans le secteur du soin et du lien aux autres
- [Fiche S8] La politique « bas et moyens salaires » de 1990-1992 : moment privilégié des rapports de l'Etat la régulation conventionnelle des salaires

## Liste des études en cours

- [Fiche S9] L'index d'égalité professionnelle hommes-femmes : un outil pour la négociation ?
- [Fiche S10] Trajectoires et expériences croisées dans les systèmes d'aide à l'autonomie (Trajex)
- [Fiche S11] Régimes d'autonomie dans le soin de longue durée : instrumentation et territoires (AURELIA)

## Nouveau projet

| **[Fiche S13] Quelles négociations collectives autour du partage de la valeur ? (projet NEGEPSAL)** |
|---|
| Analyse de la dynamique de négociation autour de l'épargne salariale, et plus précisément des arbitrages qui peuvent s'opérer entre « partage de la valeur » et salaires dans les entreprises et les branches |
| **Méthodologie** : Méthode mixte basée sur une exploitation de l'enquête REPONSE 2023 (Relations professionnelles et négociations d'entreprise) et la réalisation d'enquête de terrain auprès des acteurs de branche et d'entreprise. |
| **Mots clefs :** négociation collective de branche et d'entreprise, épargne salariale, salariale |
| **Coordination :** Noélie Delahaie |
| Membres de l'équipe du projet et appartenances :<br><br>A définir |
| **Financeur :** Agence d'objectifs IRES-FO |
| **Partenaire(s) :** |
| **Valorisation de la recherche :** |
| **Rapport ou rapport intermédiaire :** |
| **Temporalité ou échéances :** janvier 2025-janvier 2027 |
| **Axe du Programme de travail :** Revenus et protection sociales |
| **Synthèse :** |
| |

## Articles dans les publications de l'Ires

Concialdi P. (2024), « Augmenter le SMIC : quel impact sur les coûts salariaux ? », Éclairages n°30, IRES, juillet 2024

Concialdi P. (2024), « Eclairages historiques et économiques sur la contributivité », Revue de l'IRES n°110-111

Delahaie N. (2024), « Irlande. Le nouvel accord 2024-2026 dans le secteur public : une victoire syndicale en demi-teinte », Chronique internationale de l'IRES, n° 87, septembre, p. 53-64.

Delahaie N. (2024), « Irlande. Des migrations du travail avant tout centrées sur les travailleurs les plus qualifiés », Chronique internationale de l'IRES, n°185, décembre.

Freyssinet J. (2024), « La problématique de la contributivité dans l'indemnisation du chômage », Revue de l'IRES n°110-111

Magnan A., Math A. (2024), « … », Chronique internationale de l'IRES, n°185, décembre.

Math A. (2024), « Modes de financement et principes d'attribution des droits sociaux : origine, polysémie et usages de la notion de contributivité », Revue de l'IRES n°110-111

Math A. (2024), « Les prestations familiales et leur financement jusqu'aux années 1940 : construction d'une assurance sociale singulière », Revue de l'IRES n°110-111

Math A. (2024), « L'évolution de la politique familiale depuis 1950 revisitée à travers le rôle joué par son financement », *Revue de l'IRES* n°110-111

## Autres publications des chercheurs de l'Ires

Collombet C. et Math A. (2024), « Les familles monoparentales sont les grandes oubliées des politiques publiques » in Idées reçues sur les familles monoparentales (sous la direction de Marie-Clémence Le Pape et Clémence Helfter), Le Cavalier Bleu Éditions

Delahaie N., Fretel A., Petit H. (2024), « Des branches mortes : le rôle des conventions collectives dans la régulation des relations de travail », in Giraud B. et Pélisse J., Le dialogue social sous contrôle, coll. La vie des idées.fr, Presses Universitaires de France, Paris, p. 49-60.

Fagnani J. et Gazier B. (à paraître), « Labour market and work/life balance » in New Handbook of Social Policy and Civil Society, Bent Greve, Alexandra Lopez and Virginija Poskute (eds), Université d'Helsinki

Gros D. et Math A (à paraître), « Haro sur les naissances et l'immigration : ligature toute à Mayotte ! », Plein droit n°143, décembre 2024

Isidro L. et Math A. (2024), « La préférence nationale, encore et toujours » Plein droit n°142, octobre 2024, pp.15-18

Math A. (2024), « La préférence nationale avance masquée pour mieux renaître », dossier controverse « Y a-t-il une place pour la « préférence nationale » dans le droit social ? », Revue de droit du travail n°3, Dalloz, mars 2024, p.157

Math A. (à paraître), « Une histoire des droits aux prestations sociales des personnes étrangères », Regards n°3, Ecole nationale supérieure de la sécurité sociale (EN3S)

Meilland C., Mellado V., Trenta A. (à paraître), « Trajectoire et vécu des aidantes et des aidants lors de la crise sanitaire du Covid-19 en France », Lien social et politiques.

Trenta A. (2024), « Les contradictions morales des proches aidant·es rémunéré·es », in Bresson M., Molina Y., Tabin J.P., La nouvelle morale de l'intervention sociale et ses apories, Paris, L'Harmattan, p. 203-214.

### Médias

Avec Bruno Palier, Arnaud Mias, Corinne Perraudin, Nadine Thévenot, Laurent Cappelletti, Noélie Delahaie, Anne Fretel et Héloïse Petit, entretien collectif autour « Que sait-on du travail », Metis, 12 janvier 2024. Lien vers l'article

Noélie Delahaie, « Il est nécessaire de recentrer les débats sur les salaires, qui reste le premier instrument de partage de la valeur dans les entreprises », Tribune au « Monde », 1er mars 2024. Lien vers l'article

# Transformations des systèmes productifs, macroéconomie

Ces transformations numérique et environnementale, les recompositions des chaines de valeur qui vont avec, sont cœur des travaux engagés en 2024 et qui se poursuivront ou se lanceront pour certains en 2025 dans le cadre du centre commun de recherche. Leur point commun est de s'interroger sur les reconfigurations productives à l'œuvre, sur les alternatives aux modèles capitalistiques du numérique, sur l'outillage pouvant en résulter pour les organisations syndicales, mais aussi de s'interroger sur les réponses à apporter en matière de régulation. L'année 2024 a vu la publication de plusieurs rapports de recommandation politique, à destination des pouvoir publics mais aussi des acteurs syndicaux.

Deux premiers projets, l'un achevé et en cours de valorisation, l'autre en attente de confirmation de financement, s'attachent à l'impact de la transition environnementale, sur les métiers dans les secteurs du réemploi dans le premier cas, sur la gouvernance démocratique de la réorientation ou de la bifurcation économique et sociale nécessaire à la décarbonation de l'économie et à la protection de l'environnement dans le second cas.

Le projet « COMETES - COnstruire les Métiers et les Emplois de la Transition Écologique et Sociale, Fiche M3) cofinancé par l'ADEME dans le cadre de l'appel à projets "Transitions écologiques, économiques et sociales" de 2021 s'est achevé en 2024 avec la publication du rapport de recherche, ainsi que la publication des principales recommandations. Le projet était coordonné par Géraldine Rieucau (Université de Picardie Jules Verne-UPJV), et porté par un consortium de sept partenaires, dont l'IRES. Le projet visait à comprendre comment se transforment les métiers existants et comment d'autres émergent, dans les secteurs du réemploi (des objets, des vélos) et de la gestion des terres polluées ou excavée, à partir d'une enquête dans trois structures de l'économie sociale et solidaire, situées dans un territoire rural de l'Oise et dans un territoire urbain en Seine-Saint-Denis. Le projet a montré que certains éco-métiers exercés aujourd'hui par des salarié.es en insertion, se professionnalisent et pourraient correspondre à l'avenir à des emplois pérennes, quand d'autres sont plus récents et se structurent progressivement. La recherche a délivré également des enseignements sur un métier classique de l'insertion, celui d'encadrant.e technique, qui évolue en s'écologisant et sur les métiers transversaux d'ingénierie de projets, d'animation et de gouvernance, indispensables aux projets territoriaux et innovants de transition écologique. Le projet a aussi permis de mettre en évidence que les actions favorables à l'économie des ressources naturelles reposent grandement sur l'engagement des chargé.es de projets et des encadrant.es envers l'écologie, ce qui interpelle en retour la politique de l'emploi et de la formation professionnelle dans sa capacité à valoriser leurs parcours et leurs emplois.

Un deuxième projet pourrait voir le jour dans le cadre d'un financement de l'ADEME en 2025, sous réserve de disponibilité budgétaire. Le projet MObEnv (R20). Le cœur des activités proposées porte sur l'analyse des mobilisations collectives de travailleurs et travailleuses portant des revendications quant à la soutenabilité écologique de leur activité. Le lien avec les transformations productives est fort, dans la mesure où le projet s'attachera à analyser les mobilisations qui ont une visée transformatrice des pratiques professionnelles, des procédés de fabrication, voire de la finalité de l'activité productive dans le contexte de la transition environnementale. Le projet, s'il est financé, serait coordonné par l'IRES, et associerait également des chercheurs de l'Université Paris 1 et de

l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Il se déroulerait sur une période de deux ans, à partir du début 2025.

Trois projets s'attachent quant à eux à appréhender les recompositions et transformations d'ampleur à l'œuvre dans le cadre de la transition numérique. Deux de ces projets ont été finalisés en 2024, et sont rentrés dans une phase de valorisation : le projet européen Team Hub autour de la logistique du e-commerce, le projet Intelligence artificielle au travail. Le troisième projet est de nature pérenne, et a trait aux activités du réseau Sharers & Workers. Le dernier projet est en lien avec une ANR.

Le projet Team Hub s'était donné comme objectif d'analyser les caractéristiques et les défis de la chaîne d'approvisionnement du commerce électronique dans neuf pays européens, dont la France. Le projet, qui a rassemblé un consortium transeuropéen de centres de recherche nationaux et de syndicats sous la coordination de la Fédération italienne des travailleurs des transports et de la Fondation Brodolini s'est achevé mi 2024. Sur la base des suggestions formulées lors des premières phases du projet, des recommandations politiques ont été élaborées à l'intention des décideurs politiques et des syndicats. Elles visent principalement à encourager la poursuite de modèles d'entreprise et de relations industrielles durables dans la chaîne d'approvisionnement du commerce électronique, Elles ont porté notamment sur les chaines de sous traitance, la gestion algorithmique, le renforcement des stratégies syndicales des travailleurs du secteur). Il s'agit désormais de porter ces recommandations auprès des acteurs concernés, notamment syndicaux, dans les différents pays concernés.

Le projet « L'Intelligence Artificielle au travail : perspectives ergonomiques et économique » a été quant à lui mené dans le cadre d'une AO CGT-FO de l'IRES. Coordonné par le CNAM et associant des chercheurs de l'IRES, il a pris fin en mars 2024. Ce projet visait à construire un état des lieux problématisé des usages (par les entreprises, les administrations et les travailleurs) de l'IA, de leurs tendances et de leurs conséquences sur le travail et l'emploi., de repérer et discuter les recommandations que la littérature délivre en termes d'options de politiques d'entreprises et de politiques publiques sur les usages de l'IA et son déploiement dans le monde du travail. Le rapport final recommande de développer 4 piliers pour un usage soutenable de l'IA dans la sphère professionnelle : (1) la capacité d'apprentissage des organisations, (2) un dialogue social renouvelé, (3) des conduites de projet donnant une valeur à l'activité et l'expérience des professionnel et (4) la documentation d'expérimentation en situation réelle.

Comme pour le projet Team Hub, il s'agit désormais de porter ces recommandations auprès des acteurs concernés. Des synergies sont évidentes avec d'autres projet sur l'IA au cœur des activités de l'IRES sur ces questions, tout particulièrement le projet DIALIA associant quatre organisations syndicales membres de l'IRES.

Le réseau, initié en 2015 par l'IRES et ASTREES vise à faire se rencontrer des acteurs de la recherche, des acteurs de la transformation numérique en entreprise et des acteurs syndicaux pour appréhender collectivement ces transformations. Il promeut fondamentalement des démarches d'expérimentation organisationnelles, qui sont par ailleurs mobilisées dans le cadre de différents projets menés par l'IRES, et commencent à être valorisée également dans un cadre académique pour promouvoir la spécificité de la démarche de recherche action développée dans le cadre du réseau. Le réseau est soutenu par UP COOP. Ses actions ont vocation à se recentrer en 2025 sur les enjeux de gouvernance des données, de démocratie délibérative, du rôle des organisation syndicales dans ce contexte.

## Liste des études achevées

- [Fiche M2] Un bilan des politiques industrielles en France - Focus sur l’industrie pharmaceutique, les télécoms et l’industrie 4.0[
- [Fiche M6] Team Hub !
- [Fiche M3] COMETES - Construire les Métiers et les Emplois de la Transition Écologique et Sociale

## Liste des études en cours

- [Fiche M4] L’intelligence Artificielle au travail : perspectives ergonomiques et économiques
- [Fiche M5] Réseau Sharers & Workers

## Nouveaux projets

- [M8] Atelier franco-allemand : Négocier l'IA

- [Fiche M10] Quelle analyse économique et sociale pour les organisations syndicales ? Bilan et perspectives

| **[M8] Atelier franco-allemand : Négocier l'IA** |
|---|
| **Méthodologie :** Évènement participatif autour des regards croisés franco-allemands sur le dialogue social technologique l'IA |
| **Mots clefs :** IA, Dialogue social technologique, France-Allemagne |
| **Coordination :** Hans Böckler Stifung, IRES, IAE Paris Est, FES |
| **Membres de l'équipe du projet et appartenances :** Odile Chagny |
| **Financeur(s) :** Hans Böckler Stiftung, Friedrich Ebert Stiftung (sous réserve) |
| **Partenaire(s) :** Hans-Böckler-Stiftung, IRES, IAE Paris-Est |
| **Valorisation de la recherche :** |
| **Rapport ou rapport intermédiaire :** |
| **Temporalité ou échéances :** 25-26 juin 2025 |
| **Axe du Programme de travail :** relations professionnelles et syndicalisme |
| **Synthèse :** |
| L'atelier réunira une cinquantaine de syndicalistes, des représentants du monde du travail et des chercheurs universitaires de France et d'Allemagne pour aborder la question de la mise en œuvre et la gouvernance de l'intelligence artificielle sur nos lieux de travail.<br>L'atelier abordera des questions urgentes auxquelles sont confrontés les représentants des travailleurs et les chercheurs : Comment assurer un dialogue social efficace alors que les systèmes d'IA remodèlent nos lieux de travail ? Que peuvent apprendre les syndicats français et allemands de leurs expériences respectives en matière de négociation de la mise en œuvre de l'IA ? Comment protéger les intérêts des travailleurs tout en naviguant dans les complexités des systèmes de prise de décision automatisés ?<br>Nous examinerons la dynamique changeante des négociations sur le lieu de travail à l'ère de l'IA par le biais de recherches, de présentations de cas pratiques et d'activités de groupes de travail. Une attention particulière sera accordée aux difficultés rencontrées par les représentants des travailleurs dans les petites et moyennes entreprises, où les ressources et les connaissances peuvent être limitées, alors que les implications de la mise en œuvre de l'IA sont tout aussi considérables.<br>L'accent sera mis sur les implications pratiques de la loi européenne sur l'IA et de la législation connexe. Ensemble, nous examinerons comment les syndicats et les représentants des travailleurs peuvent s'engager efficacement dans ces réglementations pour protéger les intérêts des travailleurs et façonner la mise en œuvre des systèmes de gestion algorithmique. Il s'agira notamment d'élaborer des stratégies visant à garantir la transparence, la responsabilité et la participation des travailleurs tout au long du cycle de vie des systèmes d'IA.<br>L'atelier abordera également le besoin critique de connaissances en matière d'IA parmi les acteurs du dialogue social. En partageant les expériences des deux pays, nous explorerons des outils et des approches pratiques pour développer les connaissances et les capacités nécessaires à une participation significative aux négociations et aux processus décisionnels liés à l'IA.<br>Tout au long de nos discussions, nous mettrons l'accent sur les résultats concrets : Comment pouvons-nous traduire les cadres réglementaires en protections efficaces sur le lieu de travail ? Quelles stratégies pratiques pouvons-nous élaborer pour garantir que les systèmes d'IA respectent les droits et le bien-être des travailleurs ? Comment construire une solidarité transfrontalière efficace face aux changements technologiques ?<br>Cet atelier est conçu pour les syndicalistes, les représentants des travailleurs, les chercheurs en droit du travail et les universitaires qui s'engagent à veiller à ce que la transformation numérique du travail serve les intérêts des travailleurs. Il offre une occasion unique de construire des réseaux internationaux, de partager des stratégies et de développer des approches communes face aux défis de l'IA sur le lieu de travail. |

| **[Fiche M10] Quelle analyse économique et sociale pour les organisations syndicales ? Bilan et perspectives** |
|---|
| **Méthodologie :** Entretiens qualitatifs ; Revue de la littérature ; Exploitations statistiques |
| **Mots clefs :** indicateurs, enquêtes qualitatives, enquêtes quantitatives, |
| **Coordination :** Frédéric Lerais |
| **Membres de l'équipe du projet et appartenances :** A définir |
| **Financeur(s) :** demande commune des OS dans le cadre de l'AO |
| **Partenaire(s) :** A définir |
| **Valorisation de la recherche :** Rapport de recherche |
| **Rapport ou rapport intermédiaire :** |
| **Temporalité ou échéances :** juin 25- juin/décembre 26 |
| **Axe du Programme de travail :** Transversal / Mutations du système économique et macro-économie |
| **Synthèse** |
| Cette proposition d'étude répond à une demande commune adressée au Centre commun de recherches (CCR) par les organisations syndicales (OS) dans le cadre de l'Agence d'objectifs (AO).<br>Il s'agit de mener une étude, au cœur de la mission et du fondement de l'Institut, intitulée : « quelle analyse économique et sociale pour les organisations syndicales ? » L'objectif est de dessiner les voies d'un développement d'un « outil » d'observation et d'analyse pour les organisations syndicales pour mieux s'inscrire dans le débat économique et social et nourrir la réflexion au service de l'action syndicale. Pour répondre à cette demande plusieurs étapes sont nécessaires.<br>Il s'agit d'une part de mener une analyse des besoins des OS à différents niveaux (confédérations, fédérations, entreprises) en matière d'analyse économique et sociale, en faisant aussi le point sur les indicateurs quantitatifs ou qualitatifs mobilisés dans le débat public. Pour cela l'équipe mènera des entretiens qui permettront de cartographier les besoins et les questions principales à traiter.<br>En regard, il s'agira de faire le point sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs existants et sur leur mobilisation dans les débats. Les thèmes porteront sur les relations professionnelles, l'emploi, le travail, les revenus (salaire et protection sociale) et le système productif. Ils pourront avoir une dimension comparative dans certains cas.<br>Sera menée une analyse (critique) d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs mobilisés dans les débats d'actualités (sur des champs ou des débats à préciser). Cette analyse vise à interroger la validité ou préciser les limites de ces indicateurs y compris dans leur dimension comparative internationale. Il s'agira de voir si éventuellement si d'autres indicateurs sont nécessaires.<br>Le résultat de la recherche permettra de préfigurer ce que serait cet « outil » (ainsi que sa périodicité) consistant à éclairer les sujets d'actualités ou émergeant. En un sens, il s'agit d'une étude de faisabilité.<br>Le document qui en résultera pourrait prendre la forme de propositions et d'exemples de ce que pourrait être cet outil. Il comportera des préconisations en en portant en particulier une attention sur le caractère viable et durable de cet outil. Il fera le point sur les investissements et les ressources nécessaires. Il portera aussi une attention sur sa visibilité. |

## Articles parus

- Par les chercheurs de l'Ires :

Rieucau G., Laussu J., Jolivet A., Légé P. (soumis), « Transition écologique, transformation des activités, des emplois et des territoires : une pluralité de registres d'action », Revue Française de Socio-Economie.

- Dans le cadre de l'Agence d'objectifs :

Barcellini F., Gamkrelidze T., Greenan N., Jolivet A., Zouinar M. (2024), Le travail et l'emploi à l'épreuve de l'IA. État des lieux et analyse critique de la littérature, Rapport de recherche financé par L'Agence d'objectifs de l'Institut de Recherches Économiques et Sociales dans le cadre d'une convention avec la CGT - Force Ouvrière, mars, 114 p

C. Sauviat, Serfati C. et M. Kahmann (2024) : un bilan des politiques industrielles en france Focus sur deux secteurs, l'industrie pharmaceutique et les télécoms et sur l'industrie 4.0, RApport de l'AO CFE-CGC.

- Autres publications des chercheur.es

Barbara De Micheli et al. (2024) : Rapport Final du projet Team Hub! https://team-hub-project.eu/wp-content/uploads/2024/07/Final-report_FR.pdf

Chagny O. (2024) : Rapport d'étude de cas FRANCE, https://team-hub-project.eu/wp-content/uploads/2024/02/TeamHub_Country-Case-FR.pdf

RIEUCAU Géraldine, LAUSSU Jennifer, JOLIVET Annie, BRUNET Carole, LÉGÉ Philippe, CELLE Sylvain, GUYON, Thibault, LONGUET Stéphane, TRAN Viet-Ha, LARQUIER (de) Guillemette (2024), *Construire les métiers et les emplois de la transition écologique et sociale. Une enquête sur les activités du réemploi des objets, des vélos et des terres polluées dans l'économie sociale et solidaire en Seine-Saint-Denis et dans l'Oise*, Rapport final pour l'ADEME, mai, 129 p

# Activités transversales

## La Chronique internationale de l'Ires




### Chronique n°188 : les migrations temporaires de travail

Des régimes organisés de migration temporaire de travail contre les normes sociales ; Axel MAGNAN, Antoine MATH

Migrations internationales, action publique et zones grises du travail ; Sid Ahmed SOUSSI

États-Unis - Un recours croissant à l'immigration temporaire de travail, des conditions de travail dégradées, des syndicats peu mobilisés ; Catherine SAUVIAT

Canada et Québec - Recours aux travailleurs migrants temporaires : travail décent ou esclavage moderne ? Blandine EMILIEN, Patrice JALETTE

Royaume-Uni - Des dispositifs ciblés et segmentés ; Jacques FREYSSINET

Argentine : Travailleurs migrants et dispositifs d'intégration régionale : vers une institutionnalisation de la précarité ? Virginia MELLADO

Allemagne - Des dispositifs réglementaires dérogatoires sur un marché du travail polarisé ; Marcus KAHMANN

Autriche - À l'ouest de l'équateur, des travailleurs circulaires surexploités ; Kevin GUILLAS-CAVAN

Belgique - Une main-d'oeuvre temporaire bon marché devenue incontournable pour certains secteurs ; François-Xavier DEVETTER

### Chronique n°187

Autriche - Élections après élections : la résistible ascension de l'extrême droite dans le mouvement syndical ; Kevin GUILLAS-CAVAN

Allemagne - Des réformes contestées du financement des hôpitaux ; Kalle KUNKEL

Irlande - Le nouvel accord 2024-2026 dans le secteur public : une victoire syndicale en demi-teinte ; Noélie DELAHAIE

États-Unis - Haro sur le Sud : la nouvelle direction de l'UAW tente d'engranger les fruits de sa victoire contractuelle de 2023 ; Catherine SAUVIAT

### Chronique n°186

Sénégal - Fortune et infortune du « dialogue social » ; Sidy CISSOKHO

Chine - La promotion ambivalente de la négociation collective dans le secteur des plateformes de livraison de repas ; Xingrong XU, Arnaud MIAS

Bulgarie - Face à la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, quel apport du dialogue social ? ; Vassil KIROV, Joyce GAZALE

Royaume-Uni - Le droit du travail, un enjeu essentiel des prochaines élections législatives ; Jacques FREYSSINET

Europe - Ryanair ou la difficile construction d'un syndicalisme européen de terrain (2017-2023) ; Jean VANDEWATTYNE, Bruno BAURAIND

### Chronique n°185

Europe - La perception des syndicats par les salarié·es : logiques politiques et sociales ou logiques nationales ? Tristan HAUTE

Allemagne - Revitalisation du partenariat social dans la « transformation » ? Gerhard BOSCH

Suisse - Les stratégies de contrôle de la main-d'œuvre migrante dans la logistique ; Jacqueline KALBERMATTER

Royaume-Uni - Les revenus du travail : une succession de chocs ; Jacques FREYSSINET

États-Unis - Les nouvelles conventions collectives chez les trois grands de l'automobile : une victoire syndicale historique ; Catherine SAUVIAT

**Chronique n°184 : Numéro spécial - Les syndicats face aux défis environnementaux**

Du déni à la justice environnementale : diversité des stratégies syndicales ; Thomas COUTROT et Cristina NIZZOLI

Europe - La Confédération européenne des syndicats et la transition juste ; Bianca Luna FABRIS et Philippe POCHET

Allemagne - Les syndicats, co-acteurs de la transition écologique ; Marcus KAHMANN

Belgique - Des syndicats partagés entre défense de l'environnement et de l'emploi ; Douglas SEPULCHRE

Suède - Un large soutien syndical à la politique climatique, bien moindre à la politique environnementale ; Annie JOLIVET

Argentine - Le développement productif contre l'environnement ? ; Arnaud TRENTA

Australie - Rattrapage et transition en demi-teinte ; Stéphane LE QUEUX

Canada - Partenariats, emplois durables et neutralité carbone : les syndicats et la transition juste ; Axel MAGNAN

États-Unis - Des syndicats focalisés sur la défense de l'emploi et divisés face à la transition énergétique ; Catherine SAUVIAT

# La Revue de l'Ires




## Revue n°112-113 - Dossier : Genre et régulation du travail. Égalité professionnelle et reconnaissance des métiers du care

Avant-propos

L'index de l'égalité professionnelle offre-t-il un panorama fidèle des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ? Thomas BREDA, Juliette DUCOULOMBIER, Paul DUTRONC-POSTEL, Marion LETURCQ, Joyce SULTAN PARRAUD, Maxime TÔ

L'égalité professionnelle : un impensé de la négociation collective sur le télétravail ; Sophie POCHIC, Cécile GUILLAUME

Réduire les disparités et les coûts pour les finances publiques : vers un secteur public du care ; François Xavier DEVETTER, Muriel PUCCI, Julie VALENTIN

Mon travail le vaut bien ! Une consultation sur les métiers féminisés du soin et du lien aux autres ; Louis-Alexandre ERB, Séverine LEMIÈRE, Rachel SILVERA

L'étude du syndicalisme au prisme des dominations croisées ; Cristina NIZZOLI

Réguler et pratiquer le (télé)travail à distance : syndicalistes et télétravail dans les services ; Sophie LOUEY

## Revue n°110-111- Numéro spécial : Financement de la protection sociale : sens et usages de la contributivité

Modes de financement et principes d'attribution des droits sociaux : origine, polysémie et usages de la notion de contributivité ; Antoine MATH

Réflexions sur la polysémie et la relativité de la notion de contributivité en droit de la protection sociale ; Lola ISIDRO

Éclairages historiques et économiques sur la contributivité ; Pierre CONCIALDI

Les trois dimensions de la contributivité dans les assurances sociales contemporaines ; Elvire GUILLAUD et Michaël ZEMMOUR

La problématique de la contributivité dans l'indemnisation du chômage ; Jacques FREYSSINET

Une pluralité d'usages de la contributivité des retraites par les acteurs syndicaux, patronaux et administratifs (années 1970-1990) ; Ilias NAJI

Les prestations familiales et leur financement jusqu'aux années 1940 : construction d'une assurance sociale singulière ; Antoine MATH

L'évolution de la politique familiale depuis 1950 revisitée à travers le rôle joué par son financement ; Antoine MATH

## Éclairages & Documents de travail

Éclairages n°30 : *Augmenter le SMIC : quel impact sur les coûts salariaux ?* Pierre CONCIALDI

Éclairages n°29 : *L'échec d'une négociation multidimensionnelle sur le travail* Jacques FREYSSINET

Document de travail : N°01.2024 : Le bras long du travail : Conditions de travail et comportements électoraux ; Thomas COUTROT

## Séminaires internes de l'Ires

Depuis 2022, le séminaire interne de l'IRES se tient régulièrement les jeudis matin, à raison de 5 ou 6 séances dans l'année. Il vise à nourrir la réflexion collective des chercheurs de l'IRES à partir de leurs propres travaux de recherche.

Le format se veut souple afin d'accueillir des présentations variées telles que des résultats de recherche, des projets en cours ou à venir, des propositions théoriques et méthodologiques, etc. Pour bien structurer les échanges, un texte (plus ou moins abouti) est transmis à l'avance et une personne est chargée de lancer la discussion. Christèle Meilland et Arnaud Trenta organisent et animent ce séminaire.

**Séances tenues en 2023/2024 :**

- Intervention de François-Xavier Devetter : « Aide à domicile, un métier en souffrance », 24 octobre 2023
- Intervention d'Anna Frisone : « Les femmes dans le syndicalisme en France et en Italie », 07 décembre 2023. Discutant : Axel Magnan.
- Interventions de Sophie Béroud et Saphia Doumenc, et de Thomas Coutrot : « Comportements électoraux et trajectoires militantes en lien avec le travail », 18 janvier 2024.
- Intervention de Kevin Guillas Cavan et Marcus Kahmann : « Renouer avec les salarié·es : stratégies d'adaptation à la mise en place des CSE », 14 mars 2024.
- Intervention de Virginia Mellado et Arnaud Trenta : « « Le travail d'encadrement et d'accompagnement dans les ateliers et chantiers d'insertion soumis à la marchandisation », 06 juin 2024.
- Intervention d'Anna Frisone, Kevin Guillas Cavan et Marcus Kahmann : « L'impact du Brexit sur les comités d'entreprise européens », 28 novembre 2024. Discutant : Udo Rehfeldt.

**Séances prévues au premier semestre 2025 :**

- Intervention de Claude Serfati : « Un monde en guerres », 30 janvier 2025.
- Intervention de Saphia Doumenc, Christèle Meilland, Cristina Nizzoli et Arnaud Trenta : « Systèmes d'aide à domicile et conditions de travail », 20 mars 2025.
- Intervention de Noélie Delahaie, François-Xavier Devetter et Cristina Nizzoli : « Séance dédiée aux projets de recherche de post-enquête Réponse », 05 juin 2025

## Le Séminaire international de l'Ires

Le séminaire international de l'IRES est un rendez-vous bimensuel qui se penche sur les enjeux du syndicalisme dans une perspective inter et transnationale. Ce lieu d'échanges unique en France entre la recherche et le milieu syndical existe depuis 1990. Marcus KAHMANN et Cristina NIZZOLI assurent l'organisation de ce séminaire ouvert, sur inscription. Les séances sont enregistrées et accessibles *via* la chaine Youtube de l'IRES (voir site internet).

**« Formes et stratégies d'organisation collective des coursiers au Brésil », le 1e février 2024**

- Les syndicats ont des taux d'adhésion plus faibles et une plus grande difficulté à mobiliser dans les secteurs les plus exposés aux formes d'emploi précaires. Au Brésil, cette difficulté est à la fois structurelle et liée aux changements dans l'organisation et la gestion du travail, sous l'influence de l'ubérisation et l'adoption de réformes néolibérales. Les travailleurs précaires ont donc cherché à s'organiser et se mobiliser en dehors des syndicats, soit en collaboration, soit en concurrence avec eux.

Intervenante : Andréia GALVAO, politiste, Unicamp, Sao Paolo, Brésil. Discutants : Frédéric REY (CNAM, Paris) et Camille PETEERS (animateur du MOC Bruxelles).

**« Syndicalisme portuaire et politisations du travail dans le Chili actuel », le 24 mai 2024**

- Lors de cette séance, on revient sur une expérience récente de revitalisation syndicale dans le secteur portuaire au Chili. L'auteur aborde les enjeux liés à la création et au développement de l'« Union portuaire du Chili », une expérience de syndicalisation extraordinaire dans un secteur où le pouvoir syndical demeure stratégique. Combinant enquête orale, observation participante, revue de presse et sources primaires, cette enquête retrace l'histoire de l'« Union portuaire du Chili » depuis ses origines, tout en rendant compte de ses répertoires d'action et de ses registres discursifs. Intervenant : Franck GAUDICHAUD, Professeur en histoire et études latino-américaines contemporaines à l'Université Toulouse Jean Jaurès. Discutantes : Virginia MELLADO (IRES-Conicet) et Karel YON (CNRS - IDHES Nanterre).

**« Nous ne retournerons pas chez nous ! » Désindustrialisation et chômage des travailleuses en Italie et en France, le 21 novembre 2024**

- Lorsque, après la crise pétrolière de 1973, la désindustrialisation s'accélère, le stéréotype du salaire féminin comme « argent de poche » refait surface. Dans ce contexte, qu'est-ce qu'« être au chômage » signifie pour les ouvrières ? Comment leur travail participe-il à forger leur statut social ou leur rapport au foyer ? Pour répondre à ces questions, l'autrice revient sur deux conflits du travail emblématiques des années 1980 : Fiat en Italie et Lip en France.

Intervenante : Anna FRISONE, historienne, IRES . Discutantes : Fanny GALLOT, historienne, Université Paris-Est Créteil, et Agnès AOUDAI, syndicaliste FSU Emploi.

## Journées organisées par l'Ires

**Politiques d'exonération sur les bas salaires : le début de la fin ?**
Le 2 décembre 2024 - 9h30 - 12h00, La Grande Arche, La Défense

- Depuis 30 ans, les acteurs des politiques de l'emploi en France ont choisi de baisser le coût du travail au niveau des bas salaires en réduisant les cotisations sociales employeurs pour favoriser l'emploi, notamment peu qualifié. Aujourd'hui, ces exonérations dont bénéficient les entreprises, qui représentent environ 80 milliards d'euros par an, sont remises en question. Chercheurs, experts et acteurs sociaux s'interrogent en effet sur les conséquences de ces politiques sur la nature et la qualité des emplois...

**Conventions collectives et intelligence artificielle**
Le 26 novembre 2024, Faculté de droit UPEC, Site Boulle, 85, Avenue du Général de Gaulle, Créteil

- Maintenant que l'Intelligence artificielle (IA) et le management algorithmique (MA) font partie de notre quotidien et que de nombreuses études y sont dédiées, vient le temps de s'approprier ces outils. Les travailleurs, les entreprises, comme par ailleurs les consommateurs ou plus simplement les individus, sont confrontés à ces changements.

**Le « sens du travail » : enjeux psychiques, sociaux et politiques de l'activité**
Les 3 et 4 octobre 2024, colloque interdisciplinaire au CNAM Paris

- Le travail se dit en plusieurs sens : emploi, statut, produit, profession, lieu d'exercice, activité… Dans ce colloque, c'est l'activité concrète – qu'on peut appeler aussi travail réel ou travail vivant – que nous voulons examiner, en interrogeant ses modes d'organisation, ses utilités, finalités et implications sur qu'on peut entendre par le « sens du travail ».

**Les Entretiens de l'Ires : Le syndicalisme au défi des questions environnementales**
Le 6 février 2024 de 9h00 à 17h00 à l'Asiem, 6 Rue Albert de Lapparent, 75007 Paris

- La pollution des eaux, des terres et de l'air, le réchauffement climatique ou encore l'érosion de la biodiversité sont le résultat d'un système économique fondé sur une croissance qui néglige ses effets sur la nature. Au Nord comme au Sud, cette réalité affecte les travailleuses et les travailleurs et par conséquent les stratégies des syndicats qui les représentent. Cette journée est l'occasion de mettre en débat ces questions avec le monde de la recherche et celui du travail. Quelles sont les stratégies des organisations syndicales face au défi environnemental ?

# Communication

**Site internet**

- Refonte de la page « Projets » pour une meilleure lisibilité et valorisation des projets en cours.

**Réseaux sociaux**

- L'Ires est actif sur plusieurs réseaux sociaux. Le nombre d'abonnés sur son compte X reste stable (autour de 4 010 abonné·es) malgré le fait que de nombreux utilisateurs de X aient quitté le réseau social à la suite de l'élection présidentielle aux États-Unis. L'Ires va rapidement prochainement créer un compte sur Bluesky, vers lequel de nombreux followers de l'Ires sur X se sont reportés.
- Le compte Linkedin compte désormais 1 728 personnes dans son réseau, soit 8,7 % de plus que fin 2023.

**Newsletter et communiqués de presse**

- La Lettre de l'Ires a été envoyée en mars, juin et décembre 2024.
- Envoi de communiqués de presse pour la parution de la Chronique internationale n.185, 186, 187, de la Revue de l'Ires 110-111 et 112-113, et pour annoncer la nouvelle gouvernance de l'Ires en juin 2024.

**Chaine Youtube**

- Les syndicats face aux défis environnementaux : 3 questions à Cristina Nizzoli (mars 2024)
- Entretien avec Sophie Pochic sur l'égalité professionnelle dans les négociations sur le télétravail (novembre 2024)
- Captation audio des Rencontres Ires-ISST : Que sait-on du travail ? (juin 2024)
- Captation audio des Entretiens de l'Ires : Le syndicalisme au défi des questions environnementales (février 2024)
- Captation audio du Séminaire international de l'Ires (sessions de février, mai 2024)

# Annexes

## L'Ires dans les médias

- Avec Bruno Palier, Arnaud Mias, Corinne Perraudin, Nadine Thévenot, Laurent Cappelletti, Noélie Delahaie, Anne Fretel et Héloïse Petit, entretien collectif autour « Que sait-on du travail », Metis, 12 janvier 2024.
- « Peut-on encore négocier les bas salaires ? » Entretien avec Michèle Tallard et Catherine Vincent, Propos recueillis par Jean-Louis Dayan, Lettre Metis Europe, 15/01/2024
- La guerre, bras armé du capitalisme : interview de Claude SERFATI publiée dans Le Courrier du 29 janvier 2024.
- Santé au travail : les élus à la peine : article de Claire Nillus dans Syndicalisme Hebdo, n° 3907 du février 2024, citant une Agence d'objectifs de l'Ires pour la CFDT sur les effets des ordonnances travail de 2017 sur les problématiques de santé et sécurité au travail.
- Colloque IRES : « le mouvement syndical face au défi environnemental », le 14 février 2024 : compte-rendu des Entretiens de l'IRES sur le Syndicalisme au défi des questions environnementales par Thierry Bouvines dans l'InFO militante.
- Entretiens de l'IRES – La transition écologique au cœur des débats ! Compte-rendu des Entretiens de l'IRES sur le Syndicalisme au défi des questions environnementales par FO Cadres le 7 février 2024.
- Ires et CFE-CGC : une étude de choc sur la politique industrielle, le 14 février 2024 : Compte-rendu de Gilles Lockhart d'une table ronde organisée le 12 février à Paris, où Catherine Sauviat et Claude Serfati, chercheurs associés à l'Ires, et Marcus Kahmann, chercheur à l'Ires, ont présenté l'étude qu'ils ont réalisée pour la CFE-CGC sur la politique industrielle de la France.
- Stratégies syndicales : sortir du dilemme emploi vs environnement : Compte rendu par Manon Swaczberg des Entretiens de l'Ires portant sur la façon dont les organisations syndicales font face, à la fois dans leurs discours et dans la pratique, à la question environnementale dans plusieurs pays occidentaux, publié dans Semaine Social Lamy le 9 février 2024.
- Les syndicats face aux défis environnementaux, le 20 février 2024 : Article de Philippe Foussier dans l'UNSA MAGazine, n° 239 (janvier-février 2024), sur le numéro spécial de la Chronique internationale de l'IRES portant sur le positionnement de syndicats européens, américains et océaniens face aux défis environnementaux.
- Intelligence artificielle : les porteurs du projet DialIA publient leur manifeste. Article de Marie-Aude Grimont sur le projet DialIA publié dans Actuel RH du 20 février 2024.
- Précarité agricole, le 23 février 2024 : entretien avec Axel MAGNAN dans l'émission "Entendez-vous l'éco?" diffusée sur France Culture.
- Une étude pointe l'impact négatif de la disparition des CHSCT, le 28 février 2024 : article publié dans Santé & Travail le 28 février 2024, au sujet de l'étude "La santé au travail, grande perdante des ordonnances de 2017"
- Noélie Delahaie, « Il est nécessaire de recentrer les débats sur les salaires, qui reste le premier instrument de partage de la valeur dans les entreprises », Tribune au « Monde », 1er mars 2024.

- La CSSCT est encore à la peine !, le 04 mars 2024 : article de Bernard Domergue publié dans Actuel CSE du 4 mars 2023 au sujet de l'étude "La santé au travail, grande perdante des ordonnances de 2017'.
- Participation à l'émission « Entendez-vous l'éco » : « Comment défendre les intérêts des femmes au travail ? », France Culture, par Aliette Hovine, le 08 mars 2024
- « Les entretiens de l'IRES, les organisations syndicales face aux défis environnementaux » Jean-Marie Bergère et Michèle Tallard, Lettre Metis Europe, 18/03/2024
- « Une mise en œuvre vertueuse de l'IA ne peut se faire sans les travailleurs », le 15 mai 2024 : interview d'Odile CHAGNY publiée sur Acteur Publics.
- Abstentionnisme et vote RN : le poids du travail sur nos bulletins de vote : entretien avec Thomas COUTROT publié sur Welcome to the jungle le 20 mai 2024.
- L'échec d'une négociation multidimensionnelle sur le travail : article publié sur Miroir Social le 22 mai 2024 au sujet de l'Eclairage de Jacques FREYSSINET.
- En entreprise, « la redistribution des richesses ne suffit pas, il faut redistribuer les pouvoirs », le 27 juin 2024 : entretien avec Thomas COUTROT publié par Le Monde.
- Travail et comportements électoraux, le 02 juillet 2024 : interview de Thomas COUTROT sur BFM-TV.
- « L'IA percute l'organisation du travail » : interview d'Odile CHAGNY publiée le 24 juillet 2024 sur Info Social RH.
- Entretien réalisé par Audrey Fisné-Koch, le 22 mai 2024, dans le cadre de la série « Les chantiers du féminisme », Alternatives Économiques, juillet 2024
- Intelligence artificielle : le dialogue social technologique reste balbutiant, le 27 septembre 2024 : article mentionnant le projet DialIA et citant Odile CHAGNY publié sur le blog Ressources humaines de Lefebvre Dalloz.
- « Inciter les entreprises à augmenter les salaires en modifiant les exonérations, c'est bien mais ça reste un pari ! », le 16 octobre 2024 : Entretien avec Frédéric LERAIS publié sur les Editions législatives Lefebvre Dalloz.
- « Il faut poser le débat sur les exonérations de cotisations patronales », le 02 décembre 2024 : compte-rendu de la conférence-débat organisée par l'Ires, publié sur AEF Info.
- En finir avec les exonérations bas salaires ? Compte-rendu de la conférence-débat organisée par l'Ires le 2 décembre 2024, publié sur le site Metis.
- « En finir avec les exonérations des bas salaires ? Une conférence débat de l'IRES fait le point », Jean-Louis Dayan, Lettre Metis Europe 3/12/2024

## Interventions de l'équipe de recherche

*Noélie Delahaie*

- Avec Héloïse Petit, « L'apport des méthodes mixtes à l'analyse des relations professionnelles. Le cas des post-enquêtes REPONSE », séminaire interne du CEET, Groupe « Relations professionnelles », Noisy le Grand, 25 janvier 2024.
- « Le rôle de la branche dans la définition des conditions d'emploi et de travail », Conférence « Que sait-on du travail ? Le débat » organisée le Master Négociations & Relations sociales, Dauphine Executive education, Paris, 7 février 2024.
- Intervention dans le cadre d'une table ronde organisée par Plein sens sur le partage de la valeur, France Stratégie, 1er mars 2024.
- « Le rôle de la branche dans la définition des conditions d'emploi et de travail » , webinaire Institut du travail de Strasbourg, 21 mars 2024.
- « Salaires et partage de la valeur : les résultats des analyses empiriques » Colloque organisé par l'IRERP « Partage de la valeur », Université Paris Ouest, 2 avril 2024.
- « Le rôle de la branche dans la détermination des conditions d'emploi et de travail », animation d'une session de formation pour FO, ISSTO-Université Rennes 2, 2 octobre 2024.

« De l'épargne salariale à l'actionnariat salarié : un état des lieux empirique », Conférence inaugurale de Capital Collectif, Paris, 7 novembre 2024.

*Saphia Doumenc*

- Co-organisation avec Baptiste Giraud d'une Section Thématique dans le cadre du 17e Congrès national de l'Association Française de Science Politique intitulée : « Socialisation politique au travail et comportements électoraux », Grenoble, Pacte, 2-4 juillet 2024
- « Collectifs de lutte et syndicats dans le secteur de l'aide à domicile : concurrence ou complémentarité ? », avec Sophie Béroud, dans le cadre du colloque « Questionnements croisés sur le renouveau syndical », Paris (Cnam), 14-15 novembre 2024
- « Analyser le travail reproductif et la gestion quotidienne des femmes de chambre pour comprendre leurs mobilisations au travail », dans le cadre d'une matinée d'étude « Travail reproductif dans les quartiers populaires. Étude croisée sur la France et l'Argentine (de la deuxième moitié du XXe science au très contemporain) » organisée par Chloé Button, Fanny Gallot, Marianne Gourdon et Teresa Montealegre, IUF, Paris, 17 décembre 2024.

*Jeanne Fagnani*

- Intervention à l'OFCE, dans le cadre du Séminaire OFCE-Centre Cournot sur « Les défis de l'ajustement du modèle économique allemand » : « La participation des femmes au marché du travail en Allemagne : enjeux économiques et freins à son développement » le 28 mai 2024.
- Participation au séminaire (dans le cadre du contrat européen « COST Action ») sur 'Parental Leave Policies and Social Sustainability, Children'First 1000 Days framework, Université de Barcelone, 13-15 mai 2024.

- Exposé sur « Parental Leave Policy & Inequalities in France : current situation and perspective », dans le cadre de la réunion des Working Groups du Cost Action 21150, Université de Hambourg, 1er mars 2024.
- Participation au séminaire (comme représentante de la France) dans le cadre du contrat européen « COST Action » sur 'Parental Leave Policies and Social Sustainability, Children'First 1000 Days framework, Université de Porto, 5 septembre 2024.

*Anna Frisone*

- Frisone A., L'altra metà della fabbrica…e della scuola. Le 150 ore delle donne. Conférence Fare la classe : L'educazione degli adulti a 50 anni dai corsi delle 150 ore, Polo 900 Turin, 18 avril 2024.
- Frisone A., Kahmann M., The Impact of Brexit on European Works Councils. Conférence organisée à Londres par la British Universities Industrial Relations Association (BUIRA), 17 au 19 juillet 2024.
- Frisone A., Kahmann M., Présentation poster The effects of Brexit on EWCs, Bruxelles, EWC-conference de l'ETUC (European Trade Union Confederation), 27 septembre 2024.
- Frisone A., Kahmann M., Research on the impact of Brexit on EWCs, EPSU conference on EWCs, Bruxelles, 1er octobre 2024.
- Frisone A., Des sorcières comme DP : l'impact des féminismes sur les syndicats aux années soixante-dix. Une comparaison France-Italie. Conférence Questionnements croisés sur le renouveau syndical organisée au CNAM, 14-15 novembre 2024.
- Frisone A., « Nous ne retournerons pas chez nous ! » Désindustrialisation et chômage des travailleuses en Italie et en France, séminaire international de l'IRES, 21 novembre 2024.
- Frisone A., Kahmann M., L'impact du Brexit sur les comités d'entreprise européens, séminaire interne de l'IRES, 28 novembre 2024.

*Marcus Kahmann*

- Kahmann M., Les syndicats allemands face à la crise climatique : préoccupations, concepts et protections. Présentation aux Entretiens de l'IRES, 6 février 2024Sauviat C., Serfati C., Kahmann M. (2024), Un bilan des politiques industrielles en France. Focus sur deux secteurs, l'industrie pharmaceutique et les télécoms, et sur l'industrie 4.0. Présentation à la CFE-CGC, 12 février 2024.
- Guillas-Cavan K., Kahmann M. (2024), How to re-engage with workers? Coping strategies with the works council reform in France, mimeo présenté au Séminaire interne de l'IRES,
- Kahmann M., Renforcement de la négociation collective en Allemagne, Conférence "Which institutions provide a well-functioning collective bargaining system in Europe?", Strasbourg, 17 juin 2024.
- Kahmann M. (2024), Institutions et les acteurs du dialogue social en lien avec la transition écologique", Session nationale de l'INTEFP : "Défis écologiques, numériques et recomposition des modes de production", 25 juin 2024.
- Kahmann M. , Coping with the effects of French works council reform, Conférence organisée à Londres par la British Universities Industrial Relations Association (BUIRA) du 17 au 19 juillet 2024.

- Frisone A., Kahmann M., The Impact of Brexit on European Works Councils. Conférence organisée à Londres par la British Universities Industrial Relations Association (BUIRA), 17 au 19 juillet 2024.
- Frisone A., Kahmann M., Présentation poster The effects of Brexit on EWCs, Bruxelles, EWC-conference de l'ETUC (European Trade Union Confederation), 27 septembre 2024.
- Frisone A., Kahmann M., Research on the impact of Brexit on EWCs, European Transport Workers' Federation (ETF), Galerie AGORA, Bruxelles , 1er octobre 2024.
- Hertwig M., Kahmann M., Witzak P., Institutional change in EWCs: the case of Brexit, Conférence GIRA, Berlin, 10 octobre 2024.
- Kahmann M., European Works Councils after Brexit: Institutional Stability, Change and Demise in Transnational Employment Relations, réseau ETUI-TURI, Athènes, 5 novembre 2024.
- Frisone A., Kahmann M., L'impact du Brexit sur les comités d'entreprise européens, séminaire interne de l'IRES, 28 novembre 2024.
- Kahmann M., Le syndicalisme allemand face à la transition écologique : un tournant durable ? Conférence hybride "Etat des lieux et avenir des emplois verts : politiques, stratégies et alternatives", Université du Québec en Outaouais, Gatineau, 7 décembre 2024.

*Solveig Grimault*

- Solveig Grimault, « La mobilisation de l'expérience au service des parcours et des projets », GIP Pantin insertion, 23 avril et 4 mai 2024.
- Solveig Grimault, intervention dans le cadre de la rencontre de la sous-direction des parcours d'accès à l'Emploi de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP), animée par Laurent Duclos, « Accompagner qui et quoi, comment, pourquoi ? », 9 juillet 2024.
- Solveig Grimault et Laurent Duclos, « De l'expérimentation déterminée aux art. 78 et 79 loi LCAP n° 2018-771 du 5 septembre 2018 au nouveau cadre de l'accompagnement en Entreprise Adaptée », webinaire UNEA, Atelier expert « Projet de professionnalisation sur le processus d'accompagnement socio-professionnel », 1er octobre 2024.

**Auditions et comités scientifiques :**

- Présidente du comité scientifique d'évaluation des expérimentations relatives aux entreprises adaptées (DGEFP)
- Membre du comité scientifique de l'APEC

*Antoine Math*

- Intervention, « L'évolution restrictive des droits sociaux des étrangers au cours des dernières décennies », Débat public du Comede sur « Les conséquences du projet de loi immigration sur les droits et la santé des exilé.e.s », 13 janvier 2024, Paris
- Intervention, « Cantines. Retour sur les propositions du rapport du conseil de la famille 'Lutter contre la pauvreté des familles et des enfants' de 2018», séance du Conseil de la famille du HCFEA, 30 janvier 2024, Paris
- Intervention « Retour sur l'Histoire de la protection sociale des personnes étrangères en France », Conférence « Loi immigration - Aspects de droit social », Centre du droit social et Institut de

Recherche Juridique sur l'Entreprise et les Relations Professionnelles (IRERP), Université Paris Nanterre, 6 février 2024

- Intervention « Dématérialisation et accès aux droits sociaux », Journée L'accès aux droits face au tout numérique : une effectivité virtuelle, organisé par le réseau des points d'appui et d'accès aux droits des Bouches-du-Rhône (PAAD), Marseille, 15 février 2024 https://espace.asso.fr/30-ans-des-paade/
- Intervention, « Un état des lieux des travaux en cours sur les cantines », séance du Conseil de la famille du HCFEA, 12 mars 2024, Paris
- Communication « Les restrictions pour l'accès aux prestations sociales au regard des évolutions historiques : rupture ou continuité ? », Journée d'études « Droit de l'asile et des migrations », 5 avril 2024, Université Lyon 2 https://droit.univ-lyon2.fr/faculte/vie-de-la-faculte/actualites/loi-immigration
- Intervention, « Les dispositions nationales de soutien financier à la restauration scolaire », séance du Conseil de la famille du HCFEA, 23 avril 2024, Paris
- Intervention « Les droits sociaux des familles étrangères en France », journée d'étude sur l'accueil des familles exilées, Emmaüs France, 30 mai 2024, Vincennes
- Intervention, « Les freins non financiers à l'accès à la restauration scolaire », séance du Conseil de la famille du HCFEA, 4 juin 2024, Paris
- Intervention « Quels leviers pour répondre aux défis sociaux et environnementaux de la restauration scolaire ? », Rencontre nationale 'Ville amie des enfants', UNICEF, 19 juin 2024, Lille
- Intervention, « Dépenses de restauration scolaire et tarification pour les familles », séance du Conseil de la famille du HCFEA, 24 septembre juin 2024, Paris
- Discussion des travaux sur les « Particularités des parcours d'accès aux droits sociaux des familles en migration », séminaire de recherche « Perspectives internationales de l'accès aux droits sociaux des familles en migration », CNAF, 2 décembre 2024, Paris

*Cristina Nizzoli*

- Les entretiens de l'IRES, « Le syndicalisme au défi des questions environnementales », Paris, 6 février 2024.
- Interview à VoxEurope, Le syndicalisme fait-il son grand retour en Europe ? https://voxeurop.eu/fr/syndicalisme-europe-grand-retour/, 22 juin 2024. « (Dé)construction de la déqualification du travail dans l'aide à domicile », Journées internationales de sociologie du travail (JIST), Évry-Courcouronnes, 01 juillet 2024.
- Formation auprès du personnel de l'ARACT, « Le syndicalisme au défi des questions environnementales », [visio], 17 octobre 2024.
- Rapportrice lors de la soutenance du mémoire de Master 2 de Zékia Amado Bouillon « Se mobiliser entre femmes précaires pour la valorisation de son métier. Solidarités locales et mobilisations nationales des AESH », EHESS, Paris, 20 septembre 2024.

*Udo Rehfeldt*

- Correspondant français du réseau d'experts européen « Worker participation in Europe » de l'Institut syndical européen (ETUI). Réunions à Bruxelles, les 20-21 février, et à Malte, les 2-3 octobre 2024.
- « Les relations professionnelles comparées : les modèles des pays européens » présentation en italien et en vidéo, Scuola di relazioni industriali, Université La Sapienza, Rome, 14 mars 2024.

*Claude Serfati et Catherine Sauviat*

- Parution d'un article sur le blog d'Alternatives Économiques : « La politique industrielle et ses résultats: plus ça change, plus c'est pareil » 6 juillet 2024.
- Présentation du rapport (avec la participation de Marcus Kahman) « Un bilan des politiques industrielles en France : Focus sur deux secteurs, l'industrie pharmaceutique et les télécoms et sur l'industrie 4.0 » ANR Innovation, Réindustrialisation des Territoires et Transformation du travail (IRETRA), 13 juin 2024.
- Publication d'un article intitulé « L'alliance périlleuse de l'IA et du militaire » dans le numéro 437 de La vie de la recherche scientifique, (revue du Syndicat national des chercheurs scientifiques et du SNEsup, FSU)
- Entretien : « La réindustrialisation passe par le renforcement du tissu des pme », L'inspiration politique, novembre 2024

*Claude Serfati*

- Publication d'un article intitulé « L'alliance périlleuse de l'IA et du militaire » dans le numéro 437 de La vie de la recherche scientifique, (revue du Syndicat national des chercheurs scientifiques et du SNEsup)

# Conventions de recherches en cours

| N° de contrat & Intitulé de recherche | Objet de la convention | Responsables | Tiers contractant | Début / Fin |
|---|---|---|---|---|
| 289 - CNSA/IRESP | Trajectoires et expériences vécues dans les systèmes d'aide à domicile pour personnes dépendantes | Arnaud TRENTA | CNSA | 2021-2025 |
| 300 - AO FO : Index égalité | Index d'égalité professionnelle hommes-femmes. Convention FO-IRES qui vise à analyser l'index d'égalité professionnelle hommes-femmes et son usage par les syndicats dans la négociation. | Christèle MEILLAND | FO | 2023/2025 |
| 301 - AURELIA (Autonomie) | Régimes d'autonomie dans le soin de longue durée : instrumentation et territoires | Arnaud TRENTA | ANR | 2023/2028 |
| 302 - Comités d'entreprise européens (ORA 7) EWCaB | Impact du Brexit sur les Comités d'entreprise européens. Projet européen financé par l'ARN, le DFG (Allemagne) et le B visant à étudier la stabilité des comités européens d'entreprise quand l'obligation légale de représentation disparaît comme pour les filiales britanniques des groupes multinationaux après le Brexit. | Marcus KAHMANN Kevin GUILLAS CAVAN | ANR | 2023/2025 |
| 303 - AO FO salariés de 2e ligne | Paroles de salariés de « la deuxième ligne » : enjeux de connaissance et de reconnaissance | FX DEVETTER | FO | juin 2023/juin 2025 |
| 305 - AO CFE CGC "bacs à sable" | le dialogue social, la nécessaire gouvernance ascendante de l'IA dans les entreprises | Odile Chagny | CFE CGC | Oct. 23/Sept 24 |
| 306 INRAE | Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ? | Axel MAGNAN | INRAE | Nov 23/ Déc 24 |
| 307 - AO CGT | Les enquêtes syndicales de la CGT sur le travail réel : un bilan d'expériences | Thomas COUTROT | CGT | Nov 23/ Déc 25 |
| 308 - MASA | De « nouveaux » types d'actifs agricoles, pour quels projets entrepreneuriaux et quelles formes d'organisation productive | Axel MAGNAN | INSP Toulouse | Déc 23/ avril 25 |
| 309 – DARES | Enquête Réponse | Noélie DELAHAIE | DARES | Oct 2024/avril 2026 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Anne FRETEL | | |
| 310 – DARES | Enquête Réponse | FX DEVETTER | Université Lille-CLERSE | 2025/2026 |
| 311 – ELIPA 2 | Emplois et trajectoires migratoires dans les métiers du particulier employeur et des services de nettoyage | FX DEVETTER | Ministère de l'Intérieur | 2025/2026 |
| Projet validé mais en attente | ADEME | Cristina NIZZOLI | ADEME | 2025/2026 |
| Projet validé mais en attente | Partage de la valeur ajoutée | Noélie DELAHAIE | FO | 2025/2026 |
| Projet validé mais en attente | Coût du capital | FX DEVETTER | CGT | 2025/2026 |

# L'équipe de l'Ires en janvier 2025

| | |
|---|---|
| **Équipe de recherche :** | Odile Chagny<br>Noélie Delahaie<br>François-Xavier Devetter<br>Saphia Doumenc<br>Anna Frisone<br>Solveig Grimault<br>Marcus Kahmann<br>Axel Magnan<br>Antoine Math<br>Virginia Mellado<br>Christèle Meilland<br>Cristina Nizzoli<br>Arnaud Trenta<br>Catherine Vincent |
| **Personnel support :** | Caroline Aujoulet, assistante de direction<br>Julie Baudrillard, secrétaire de rédaction, chargée de communication<br>Lyubica Curich, maquettiste<br>Guillaume Heintz, documentaliste, webmaster<br>Nadège Mousset, comptable |
| **Chercheurs associés :** | Pierre Concialdi<br>Thomas Coutrot<br>Jeanne Fagnani<br>Anne Fretel<br>Jacques Freyssinet<br>Kevin Guillas-Cavan<br>Odile Join-Lambert<br>Annie Jolivet<br>Jean-Marie Pernot<br>Udo Rehfeldt<br>Catherine Sauviat<br>Claude Serfati<br>Michèle Tallard |
| **Direction :** | Frédéric Lerais, directeur général<br>Benoît Robin, directeur adjoint en charge de la documentation<br>Bruno Rouquet, directeur administratif & financier |